

Goli otok 1949–1956

L'histoire du camp en 16 chapitres

Association Goli otok « Ante Zemljar »

goli-otok.hr · 2026

SOMMAIRE

- 1 Contexte historique de la Yougoslavie : la rupture de 1948 et le début des persécutions politiques

- 2 La création du camp

- 3 Pourquoi le régime de Goli otok n'était ni constitutionnel ni légal

- 4 Qui étaient les « ibéovistes » et pourquoi des gens finissaient au camp

- 5 Le camp des hommes de Goli otok (1949–1956)

- 6 Le camp des femmes ibéovistes (1949–1956)

- 7 Le camp secret dans le camp

- 8 La rééducation à Goli otok : la violence comme méthode de loyauté

- 9 L'architecture des camps de Goli otok et de Sveti Grgur (1949–1956)

- 10 Mermer et Velebit : travail forcé, production et profits

- 11 La mortalité dans le camp des kominformistes (1949–1956)

- 12 Deux niveaux de pouvoir : l'UDBA et l'autogestion des détenus

- 13 Le retour des « gens d'autrefois »

- 14 La fin du camp des kominformistes et l'utilisation ultérieure du site (1955–1992)

- 15 Goli otok aujourd'hui

- 16 Goli otok dans le « paysage des camps » européen

Contexte historique de la Yougoslavie : la rupture de 1948 et le début des persécutions politiques



Contexte : la Yougoslavie après la Seconde Guerre mondiale

Après 1945, la Yougoslavie se dote d'un système de parti unique dans lequel le Parti communiste de Yougoslavie (KPJ) assume le rôle dirigeant dans l'administration de l'État, l'économie et la vie publique.

La reconstruction du pays, la nationalisation et l'économie planifiée vont de pair avec le renforcement du contrôle politique. L'OZNA, service de sécurité du temps de guerre et de l'immédiat après-guerre, se transforme progressivement en UDBA, police secrète permanente, et à partir de 1946 le pouvoir restreint de plus en plus le désaccord public et politique.

Dans un tel système, les sanctions sont souvent appliquées par des décisions administratives, sans procédure judiciaire, en particulier dans les périodes où le pouvoir craint des troubles et une perte de contrôle.

Le Kominform (Informbiro) et sa Résolution (1948)

Le Kominform (en Yougoslavie souvent appelé Informbiro) a été fondé en 1947 en tant qu'organisation internationale de coordination de l'action des partis

communistes. Il réunissait les partis de l'Union soviétique (URSS), de Yougoslavie, de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de France et d'Italie. Sa première session après sa fondation s'est tenue à Belgrade.

La Résolution du Kominform du 28 juin 1948 a condamné publiquement la direction du KPJ et a marqué le début de la rupture de la Yougoslavie avec l'URSS ainsi que son exclusion du Kominform. Le Parti communiste albanais, bien qu'il ne fût pas membre du Kominform, a soutenu la condamnation de la Yougoslavie.

Ce que la Résolution signifiait à l'intérieur de la Yougoslavie

La Résolution du Kominform accusait la direction du KPJ de s'écarter de la « ligne juste » du communisme et appelait les membres du Parti à destituer la direction du parti yougoslave.

La Résolution a rendu public et encore aggravé le conflit avec l'URSS, qui avait commencé avant même son adoption. À l'intérieur du pays, elle a ouvert la voie aux persécutions politiques, car tout désaccord des citoyens avec la politique de l'État était de plus en plus souvent interprété comme une déloyauté envers la Yougoslavie.

Cette politique s'appuyait sur la crainte que l'URSS ne déclenche une guerre contre la Yougoslavie, directement ou par l'intermédiaire de ses alliés, c'est-à-dire des autres membres du Kominform.

Les relations entre la Yougoslavie et l'Union soviétique avant la rupture

Après la Seconde Guerre mondiale, la Yougoslavie a largement pris modèle sur l'Union soviétique et coopéré avec les partis communistes réunis au sein du Kominform, tout en cherchant à prendre ses décisions de manière autonome.

À mesure que cette aspiration à l'indépendance se renforçait, les tensions augmentaient elles aussi – ce qui a progressivement conduit au conflit ouvert

de 1948.



Cortège public avec des portraits de dirigeants. Avant la rupture, la figure de Staline faisait partie de l'iconographie officielle yougoslave.

Les conséquences de la rupture : isolement et répression intérieure

Après la Résolution, la Yougoslavie s'est retrouvée isolée parmi les États et partis communistes. Le pouvoir a renforcé la surveillance des frontières, la direction politique se sentait menacée, et l'on exigeait de plus en plus une unité politique totale des citoyens.

Dans ce climat ont commencé des vagues d'arrestations et d'exclusions du Parti – visant aussi bien les membres qui s'opposaient ouvertement à la rupture avec l'URSS que ceux qui étaient seulement soupçonnés de telles opinions.

L'UDBA commence bientôt à détenir un nombre croissant de personnes, dont beaucoup finissaient en détention ou au travail forcé. Le nombre de personnes touchées varie selon les sources.

La logique de la « fidélité »

La rupture crée un climat dans lequel on exige de chacun une condamnation claire et publique de la Résolution du Kominform.

“

Toute critique du régime, toute plaisanterie, et même le silence lors des réunions pouvaient être interprétés comme un signe de manque de fiabilité.

LA LOGIQUE DE LA « FIDÉLITÉ » APRÈS 1948

La fidélité devient le critère de la conformité politique, avec des conséquences sur l'emploi, la position sociale et la liberté.

Vers le système des camps (1949)

Les arrestations de personnes désignées comme « kominformistes » ont commencé dès 1948, et les détenus étaient d'abord placés dans les prisons existantes. Comme le conflit avec l'URSS se prolongeait et que le nombre de détenus augmentait, plusieurs camps ont été ouverts dans le secret en juillet 1949, comme celui de Goli otok, dans l'Adriatique, et celui de Ramski rit, près de la frontière roumaine.

1945	Instauration du régime de parti unique
1946	Renforcement de l'appareil d'État et des services de sécurité
1947	Fondation du Kominform
1948	Résolution du Kominform et condamnation de la Yougoslavie
1949	Ouverture du camp de Goli otok
1950–1953	Guerre de Corée et surveillance intérieure renforcée en Yougoslavie
1953	Mort de Joseph Staline et changement du climat international
1955	Début du rétablissement des relations entre la Yougoslavie et l'Union soviétique
1956	Goli otok cesse d'être un camp pour kominformistes et devient une prison pour condamnés de droit commun
1958	Visite du chef du gouvernement soviétique Nikita Khrouchtchev et normalisation des relations

CHRONOLOGIE DES ANNÉES CLÉS

Du régime de parti unique à la fermeture du camp pour kominformistes.

GLOSSAIRE

KPJ	Parti communiste de Yougoslavie (Komunistička partija Jugoslavije).
OZNA	Département pour la protection du peuple (Odjeljenje za zaštitu naroda) – service yougoslave de sécurité et de renseignement créé pendant la Seconde Guerre mondiale, prédécesseur de l'UDBA.

UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
Guerre de Corée	Conflit de 1950–1953 au cours duquel la Corée du Nord, soutenue par la Chine, a combattu la Corée du Sud, appuyée par les forces des Nations unies sous direction américaine. Pour la Yougoslavie, déjà séparée de l'URSS, la guerre a accentué les divisions de la guerre froide et accéléré l'orientation vers la politique de non-alignement.
Joseph Vissarionovitch Staline	Dirigeant communiste et dictateur soviétique, qui a gouverné l'Union soviétique de 1924 (après la mort de Lénine) jusqu'à sa mort en 1953.

La création du camp



Le cadre politique (1948–1949)

Après la rupture avec le Kominform, l'appareil de sécurité a choisi Goli otok comme site du principal camp de travail : une île sans habitants, à l'écart des grandes routes maritimes et des voies de communication, dotée d'obstacles naturels qui rendent l'évasion difficile tout en permettant l'accueil et le ravitaillement par la mer.

Goli otok s'est révélé un site convenant à l'UDBA, car il combinait un isolement extrême avec la possibilité d'une surveillance permanente et d'un ravitaillement régulier par la mer.

Le choix du site (printemps 1949)

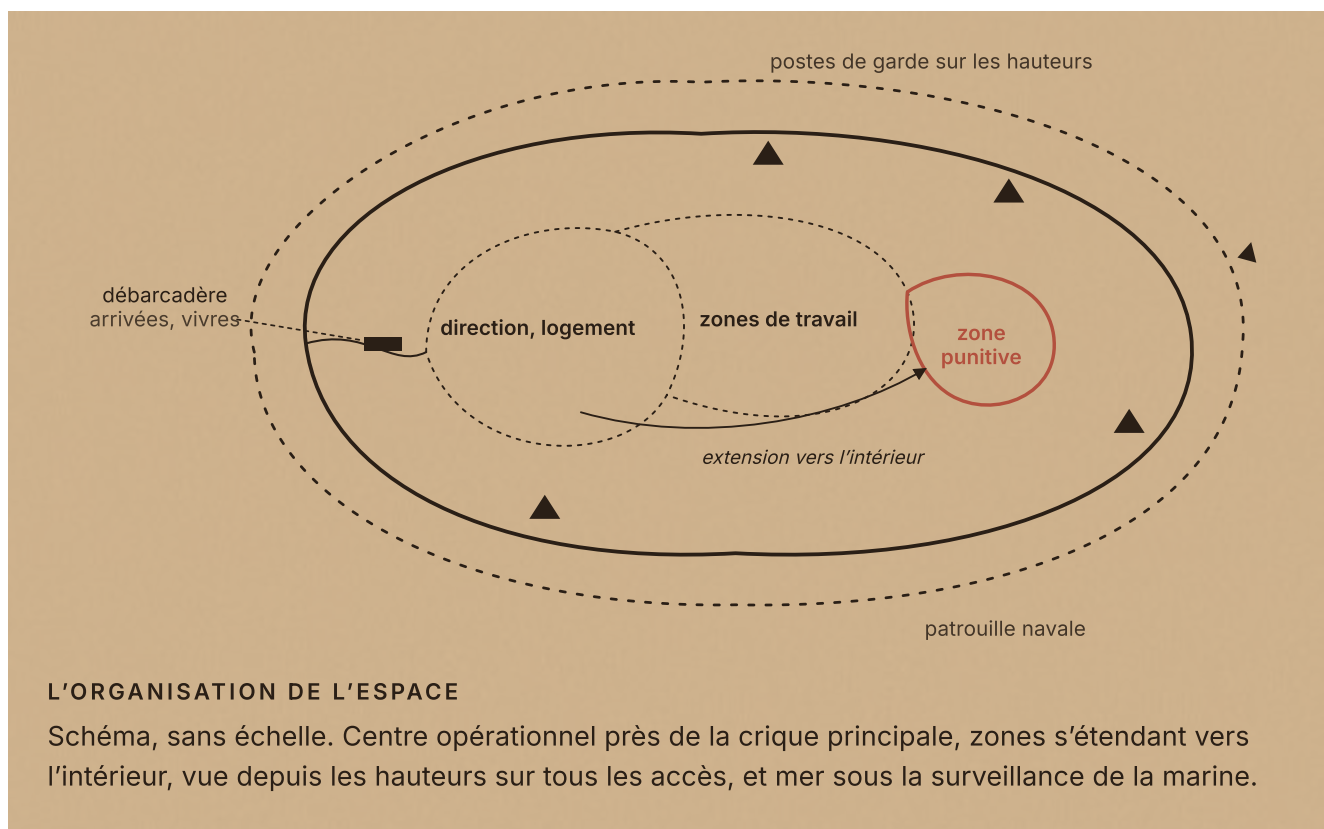
Au début de 1949, des équipes de terrain parcourent systématiquement l'Adriatique septentrionale, en particulier la zone située entre Rab et Krk.

Goli otok s'est distingué parce qu'il remplissait le plus complètement les critères de sécurité : absence totale d'habitants, criques propices à un débarquement et à un ravitaillement discrets, relief facilitant la surveillance et situation permettant de garder le lieu à l'abri des regards du public.

Les raisons sécuritaires et géographiques du choix

Le relief rocheux dénudé et la faible végétation offraient une grande visibilité et peu d'abris naturels. Les criques permettaient une arrivée discrète et un ravitaillement continu depuis la terre ferme.

Le contrôle des eaux environnantes était plus simple, car la marine pouvait surveiller les accès et le trafic. L'accès difficile et l'isolement séparaient en outre les détenus de la population locale.



La préparation du camp avant l'arrivée des détenus (juin-juillet 1949)

Les premières installations du camp ont été préparées avant l'arrivée des premiers détenus politiques en juillet 1949. Les travaux ont été réalisés par des prisonniers amenés des établissements pénitentiaires du continent, qui n'avaient aucun lien avec le Kominform.

Dans une première phase, des bâtiments provisoires d'hébergement et de service ont été érigés. On a installé une clôture, des postes de garde et un

éclairage, et aménagé à l'intérieur du camp les sentiers et passages de base. Une fois les travaux achevés, ces prisonniers ont été renvoyés dans leurs établissements d'origine et n'ont pas croisé les « ibéovistes » (ibeovci) arrivés ensuite.

La disposition initiale et l'extension du système

Le centre opérationnel était situé près de la crique principale pour le débarquement, le ravitaillement et le contrôle du trafic. À mesure que le nombre de détenus augmentait, le complexe s'est étendu vers l'intérieur, avec une séparation des zones : administrative, d'hébergement, de travail et punitive.

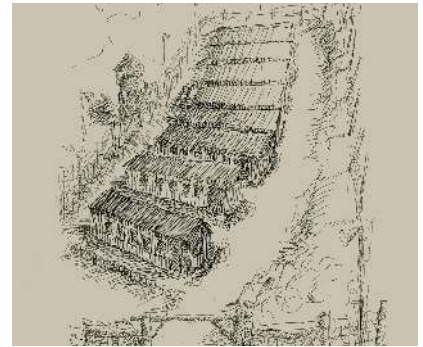
Dès le départ, la disposition a été conçue pour que tout puisse être facilement surveillé : de nombreux points d'où l'on voyait les alentours et des itinéraires de déplacement clairement définis, qui rendaient l'évasion difficile et réduisaient les possibilités de contacts spontanés.



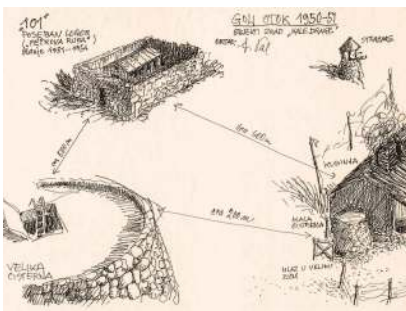
Dessin du camp avec l'indication de certains bâtiments.



Enceinte clôturée avec des baraques sur une pente.



Baraque derrière une clôture de barbelés.



Dessin avec des scènes et des notes manuscrites.

Le « Trou de Petar », zone la plus isolée

À l'intérieur de l'île se trouve une fosse surnommée le Trou de Petar (Petrova rupa). On y enfermait d'anciens hauts cadres du KPJ condamnés pour leur adhésion à la Résolution du Kominform. En raison de sa situation à l'écart et de ses accès contrôlés, elle est devenue la zone punitive la plus sévère, avec un degré d'isolement supérieur à la surveillance ordinaire du camp. Pour en savoir plus, voir le chapitre [Le camp secret dans le camp](#).

Le rôle des acteurs et le cadre de commandement

La décision politique relevait du sommet de l'État et du Parti. La gestion opérationnelle était du ressort des structures de sécurité (UDBA) aux niveaux fédéral et républicain, avec le travail de terrain et les officiers chargés de mettre en place le régime sur place.

“

Le site a été choisi et aménagé de manière à permettre
une surveillance maximale, une visibilité minimale
et un ravitaillement logistique ininterrompu.

LES SOURCES CONCORDENT SUR CE POINT

Même si les témoignages peuvent diverger dans les détails, les sources concordent sur l'essentiel.

GLOSSAIRE

Informbiro	Nom usuel en Yougoslavie du Kominform – organisation internationale de partis communistes fondée en 1947 pour la coordination politique sous la direction de l'URSS.
UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
KPJ	Parti communiste de Yougoslavie (Komunistička partija Jugoslavije).
Résolution du Kominform	Décision politique du Kominform (Informbiro) de 1948 accusant la Yougoslavie de s'écarter du modèle soviétique du socialisme ; elle a conduit à la rupture avec l'URSS et au début des persécutions politiques dans le pays.

Pourquoi le régime de Goli otok n'était ni constitutionnel ni légal



L'appréciation juridique de Goli otok exige une distinction importante : les détenus n'ont pas tous été punis de la même manière. Il existait deux formes principales de condamnation et de privation de liberté.

1. La peine administrative

La majorité des détenus étaient envoyés à Goli otok par voie administrative, sur décision de l'appareil de sécurité, sans jugement d'un tribunal ordinaire et sans voie de recours effective.

Dans ces cas, le problème essentiel ne tient pas seulement au caractère répressif du système, mais au fait que les garanties juridiques fondamentales faisaient défaut :

- ce n'était pas un tribunal qui décidait de la privation de liberté, mais l'UDBA
- il n'existait aucune possibilité réelle de défense
- il n'existait aucune voie de recours effective
- dans un grand nombre de cas, le régime agissait en secret et hors de tout contrôle public

C'est pourquoi l'envoi administratif à Goli otok était en sérieuse contradiction avec les principes de légalité, de sécurité juridique et de protection judiciaire.

2. Le procès devant un tribunal militaire

Une autre partie des détenus, notamment parmi les cadres militaires et les officiers supérieurs de l'Armée yougoslave (JNA), a été formellement poursuivie devant des tribunaux militaires.

Cela signifie que, dans ces cas, il existait une forme juridique de procès, mais cela ne suffit pas en soi à établir la légalité ni l'équité de la procédure.

Les témoignages et les archives indiquent que nombre de ces procès présentaient les caractéristiques de procès politiquement dirigés ou montés de toutes pièces.

Pour ce groupe de détenus, la principale question juridique n'est pas seulement de savoir s'il existait un jugement, mais :

- le tribunal était-il réellement indépendant ?
- la défense était-elle effective ?
- les accusations étaient-elles fondées sur des preuves ?
- la procédure était-elle un montage politique ?

Deux formes de sanction, deux problèmes juridiques différents

Ces deux formes de répression ne doivent pas être assimilées sur le plan juridique. Dans le cas de la peine administrative, le problème principal est l'absence de protection judiciaire. Dans le cas du procès devant un tribunal militaire, les problèmes principaux sont la légalité de la procédure, l'indépendance du tribunal et le fondement réel des preuves.

En d'autres termes :

- **la peine administrative** signifie une sanction sans contrôle judiciaire ordinaire

- **le procès militaire** signifie l'existence d'une procédure formelle, mais avec de sérieux doutes quant à son équité

La peine administrative de travail correctif comme instrument de rééducation politique

La Résolution du Kominform a été publiée le **28 juin 1948**. Peu après, le **18 octobre 1948**, l'article 6 de la loi fondamentale sur les contraventions a été complété, ce qui a allongé la peine de **travail d'utilité sociale, ou travail correctif**.

C'est précisément sur la base de ce cadre légal qu'un grand nombre de personnes ont été arrêtées et punies par un envoi à Goli otok. Comme l'indique Dragan Marković :

« D'autres étaient punis de la peine administrative de travail correctif, en vertu de la "Loi fondamentale sur les contraventions" (publiée au "Journal officiel de la FNRJ", n° 107 du 17. 12. 1947) et des modifications et compléments de cette loi (au "J. o. de la FNRJ", n° 87 du 18. 10. 1948). L'art. 1er de cette loi dispose : "Les contraventions sont des atteintes à l'ordre juridique établi par les règlements des organes de l'État de la FNRJ et des Républiques populaires, pour lesquelles, en raison de leur faible danger social, une peine adm. est prévue." L'art. 6 de cette loi fixe le montant de la peine administrative : "travail correctif". »

Dragan Marković, 1990, p. 453

C'est dans cette formulation que se révèle le paradoxe juridique du système : une institution formellement prévue pour des actes de **« faible danger social »** a été transformée, dans la pratique politique, en mécanisme d'**élimination, d'isolement et de rééducation des opposants réels ou présumés du régime**.

La peine administrative de travail correctif a ainsi perdu les caractéristiques d'une simple sanction contraventionnelle pour devenir un instrument de répression politique sous le contrôle de l'appareil de sécurité.

Le minimum constitutionnel : ce que le système de l'époque devait garantir

Le cadre constitutionnel de la FNRJ de 1946 reposait sur au moins trois exigences pour priver quelqu'un de liberté :

LÉGALITÉ

- Il doit exister une base légale claire.

PUBLICITÉ

- Les règles doivent être publiées avant leur application.

CONTRÔLE JUDICIAIRE

- Il doit exister une décision de justice ou au moins un contrôle juridique effectif, avec possibilité de défense et de recours.

TROIS GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Constitution de la FNRJ de 1946.

“

C'était l'appareil de sécurité, et non un tribunal, qui décidait de la privation de liberté. Les personnes détenues n'avaient pas réellement accès à leur dossier, à un avocat ni à un recours effectif.

DANS UN GRAND NOMBRE D'ENVOIS ADMINISTRATIFS, CES GARANTIES FAISAIENT DÉFAUT

Le problème au regard du droit international : ce qui était déjà contestable à l'époque

Goli otok était également contestable du point de vue du droit international. Les documents pertinents étaient la Charte des Nations unies, ratifiée par la Yougoslavie le 19 octobre 1945, la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé, ratifiée par la Yougoslavie le 4 mars 1933, et les quatre Conventions de Genève

de 1949, ratifiées par la Yougoslavie le 21 avril 1950. L'internement secret sans décision de justice, le travail forcé sans jugement et le traitement inhumain des détenus étaient donc difficilement conciliables avec les normes que ces textes avaient déjà établies.

Trois questions juridiques essentielles

L'examen juridique de Goli otok soulève trois questions fondamentales :

1. **Existait-il une base légale préalable et publiée** pour un régime particulier d'internement et de travail forcé ?
2. **Existait-il un contrôle judiciaire et une voie de recours effective** pour les personnes privées de liberté ?
3. **Cette pratique était-elle compatible avec les normes internationales minimales de protection** que l'État avait déjà acceptées à l'époque ?

L'envoi administratif à Goli otok et le travail forcé qui lui était lié résistent difficilement à ces trois critères. Dans le cas des procédures militaires formelles, le problème ne réside pas seulement dans l'existence d'une procédure, mais dans la question de savoir si le procès était réellement équitable et si les accusations avaient été véritablement prouvées.

PHOTOGRAPHIES



Inscription gravée dans la pierre.



Pierre taillée sur l'île.



Sentier à travers le karst nu.

GLOSSAIRE

UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
Voie de recours	Moyen prévu par la loi (par exemple un appel ou une action en justice) permettant de demander le réexamen et la modification ou l'annulation d'une décision de l'autorité compétente.
JNA	Armée populaire yougoslave (Jugoslavenska narodna armija) – nom officiel de l'armée de la Yougoslavie.
FNRJ	République populaire fédérative de Yougoslavie (Federativna Narodna Republika Jugoslavija) – nom officiel de la Yougoslavie à partir de 1946 ; rebaptisée en 1963 RSFY (République socialiste fédérative de Yougoslavie).
Républiques populaires	Républiques de la fédération yougoslave de l'époque : Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine. La Serbie comprenait la province autonome de Voïvodine et la région autonome du Kosovo-Metohija (devenue plus tard province).
Convention n° 29 de l'OIT	Convention de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé. La Yougoslavie l'a ratifiée le 4 mars 1933 (en tant que Royaume de Yougoslavie) ; les obligations internationales se maintiennent en règle générale dans les formes étatiques ultérieures, y compris la Yougoslavie communiste.

Qui étaient les « ibéovistes » et pourquoi des gens finissaient au camp



1. Le motif officiel : « ibéoviste » (ibeovac) = partisan de l'Informbiro (IB)

Après la Résolution du Kominform du 28 juin 1948, la direction du KPJ a décidé d'isoler tous ceux qu'elle jugeait favorables à l'Union soviétique.

Les archives et les analyses des dossiers de l'UDBA montrent que la notion d'« ibéoviste » était souvent définie de manière très extensible : « partisan de Staline », « informbiroïste », « kominformiste », etc. Comme les relations avec l'URSS se sont encore dégradées après la publication de la Résolution du Kominform en 1948 et que l'hostilité ne s'est pas apaisée l'année suivante, en 1949, de plus en plus de personnes ont été emprisonnées et punies « au titre de l'IB ».

2. Qu'est-ce qui suffisait, en pratique, pour finir au camp ?

D'après les dossiers de l'UDBA et les dépositions des condamnés, **en pratique, des motifs graves comme ceux-ci étaient rares :**

- la collaboration avec les services de renseignement soviétiques

- la rédaction ou la signature de lettres favorables au Kominform
- la participation à des groupes clandestins (par ex. « Fraction bolchevique du KPJ », « Nouveau KPJ », etc.)
- la diffusion de tracts ou l'organisation de réunions en faveur de l'URSS

“

Dans la majorité des cas, des agissements qui n'impliquaient pas forcément une activité politique avérée « suffisaient » également.

D'APRÈS LES DOSSIERS DE L'UDBA ET LES DÉPOSITIONS DES CONDAMNÉS

- **délit d'opinion et critique du régime**, y compris la critique de la politique de Tito envers l'URSS, l'opposition à la propagande antisoviétique en Yougoslavie et le mécontentement ouvert à l'égard de la bureaucratie du Parti et des privilèges de ses dirigeants
- **critique des mesures économiques et du niveau de vie** – les plaintes au sujet des pénuries et de la situation économique difficile pouvaient être interprétées comme un « soutien à la Résolution du Kominform », en particulier dans les régions les plus pauvres
- **l'écoute de la « mauvaise » radio** – le simple fait d'écouter les stations de radio des pays du Kominform (par ex. Radio Moscou) pouvait être lu dans les documents de l'UDBA comme une adhésion à la propagande soviétique ou kominformiste
- **« esprit critique » et loyauté douteuse** – condamnation insuffisante de l'Union soviétique ou des partis signataires de la Résolution, accord public avec la Résolution ou certaines de ses parties, silence lors des réunions du Parti ou attitude neutre, aide à la famille d'un kominformiste déjà condamné
- **« culpabilité » biographique** – vieux communistes liés à l'URSS (combattants de la Révolution d'Octobre, combattants d'Espagne, communistes d'avant-guerre), personnes ayant vécu ou étudié dans des pays dont les partis avaient signé la Résolution, personnes dont le conjoint venait de ces pays ou avait déjà été accusé au titre de l'IB, fonctionnaires des affaires étrangères –

souvent arrêtés parce qu'on les considérait comme de potentiels « cadres de Staline » en cas de chute de Tito

- **dénonciations, vengeances personnelles et campagnes locales** – le système reposait sur un réseau d'informateurs ; dénonciations anonymes, haines de voisinage et règlements de comptes entre communistes aboutissaient dans les rapports de l'UDBA et pouvaient conduire à une arrestation

3. Qui étaient ces personnes – selon les couches de la société ?

Les estimations du nombre de détenus varient selon la définition retenue. Les recherches indiquent qu'environ 13 000 personnes sont passées par le camp de Goli otok (1949–1956), tandis que le nombre de celles qui ont été surveillées ou détenues ailleurs était nettement plus élevé.

≈ 13 000

personnes sont passées par le camp de Goli otok, 1949–1956.

D'après les analyses des dossiers :

- la majorité étaient membres du KPJ – des simples militants jusqu'aux hauts responsables
- une grande partie étaient des vétérans de la NOB et des officiers de la JNA
- parmi les personnes arrêtées se trouvaient des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des étudiants et des lycéens
- les femmes forment un groupe particulier – hautes responsables dans la Yougoslavie d'après-guerre ou femmes liées de l'une des manières évoquées à la Résolution du Kominform, ainsi que des femmes emprisonnées en tant qu'épouses ou parentes d'ibéovistes

4. Comment cela se passait-il concrètement pour un individu ?

Le parcours type était le suivant :

- ① Quelqu'un dénonce un propos, une opinion ou un lien avec un groupe « ibéoviste ».

L'UDBA considérait en général que les ibéovistes se regroupaient.

- ② L'UDBA arrête la personne et mène l'enquête en détention provisoire.

- ③ L'enquête a deux objectifs : obtenir sous forte pression l'aveu d'une « activité ibéoviste » et la dénonciation d'autres personnes.

Collaborateurs, sympathisants, « auditeurs de radio ».

- ④ Suit un procès devant un tribunal militaire (pour les officiers supérieurs de la JNA) ou une peine administrative de « travail d'utilité sociale » – l'internement au camp.

- ⑤ Avant l'internement, presque tous passent par des quartiers spéciaux de prisons ordinaires.

Par ex. l'ancienne prison de la rue Petrinjska à Zagreb ou Zabela à Požarevac.

- ⑥ Transfert vers le système des camps – le plus grand est celui de Goli otok et de Sveti Grgur.

DE LA DÉNONCIATION AU CAMP

Parcours type d'un individu, d'après les dossiers et les témoignages.

PHOTOGRAPHIES



Inscription gravée avec une année.



Inscription incisée dans le béton.

GLOSSAIRE

KPJ	Parti communiste de Yougoslavie (Komunistička partija Jugoslavije).
UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
Joseph Vissarionovitch Staline	Dirigeant communiste et dictateur soviétique, qui a gouverné l'Union soviétique de 1924 (après la mort de Lénine) jusqu'à sa mort en 1953.
Résolution du Kominform	Décision politique du Kominform (Informbiro) de 1948 accusant la Yougoslavie de s'écarter du modèle soviétique du socialisme ; elle a conduit à la rupture avec l'URSS et au début des persécutions politiques dans le pays.
Pays du Kominform	États socialistes sous influence de l'URSS (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie) qui formaient le Kominform (Informbiro). La Yougoslavie en a été membre jusqu'à son exclusion en 1948.
Révolution d'Octobre	Prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie en 1917 et début de l'État soviétique. Une partie des Slaves du Sud se trouvait alors en Russie comme prisonniers de guerre ou travailleurs ; certains ont pris part à la révolution ou servi dans l'Armée rouge.
Guerre d'Espagne	Guerre de 1936–1939 entre la République et les nationalistes du général Francisco Franco, qui instaura une dictature après sa victoire. Les volontaires venus de Yougoslavie (les « combattants d'Espagne ») ont combattu surtout dans les Brigades internationales, du côté de la République.
NOB	Lutte de libération nationale (Narodnooslobodilačka borba) – résistance partisane et lutte armée contre les occupants et leurs collaborateurs en Yougoslavie, 1941–1945, sous la direction du KPJ.
JNA	Armée populaire yougoslave (Jugoslavenska narodna armija) – nom officiel de l'armée de la Yougoslavie.

Le camp des hommes de Goli otok (1949–1956)



De 1949 à 1956, des convois d'hommes venus de toutes les régions de la Yougoslavie d'alors arrivent sur l'île. Le camp était un système d'isolement fermé, placé sous la surveillance de l'appareil de sécurité, avec des règles clairement définies de comportement, de déplacement et de vie quotidienne.

La plupart des détenus viennent de Serbie et du Monténégro, puis de Croatie, de Slovénie et des autres républiques. Le camp des hommes a été l'ensemble concentrationnaire le plus vaste et le plus durable de la période kominformiste (1949–1956).

Le rythme du camp et l'organisation du quotidien

Les conditions variaient selon les années et les sections, mais le rythme de base de la journée restait semblable. La journée commençait par un réveil matinal et un comptage, se poursuivait par l'alignement et la répartition en groupes de travail, et se terminait par les obligations du soir dans les pavillons et le repos nocturne sous surveillance constante.

① Réveil matinal et comptage

|
② Alignement et répartition en groupes de travail

|
③ Travail forcé

Carrière, construction, portage de charges – sous surveillance et avec contrôle du rendement.

|
④ Obligations du soir dans les pavillons

Conférences, « heure politique ».

|
⑤ Repos nocturne sous surveillance constante

UNE JOURNÉE AU CAMP

Le rythme de base, semblable tout au long des années du camp.

Les détenus étaient répartis en brigades de travail, en sections et en pavillons. Cette répartition permettait d'exécuter les obligations quotidiennes et de contrôler la vie intérieure du camp.

Le camp fonctionnait comme un système fermé dans lequel les règles et l'évaluation du comportement influaient directement sur la position des détenus et sur leurs conditions de séjour.

La rééducation à Goli otok : la violence comme méthode de loyauté

La « rééducation » politique à Goli otok n'était pas un processus éducatif, mais un système de violence contrôlée. La position du détenu, la durée de son séjour, le type de travail et ses chances de survie dépendaient souvent de sa disposition à renier publiquement sa culpabilité « ibéoviste » et à démontrer sa loyauté envers la direction du Parti.

Les mécanismes comprenaient la torture physique, l'humiliation ritualisée, l'agression collective imposée, une hiérarchie strictement surveillée entre détenus, ainsi que des conditions de travail et climatiques constituant une forme permanente de punition. Le système était conçu de telle sorte que la violence paraisse être une affaire « interne » du « collectif », tandis que le contrôle et la direction réels étaient maintenus à travers la structure du pouvoir.

Le travail forcé, partie intégrante du régime

Le travail forcé était une obligation permanente. Il comprenait de durs travaux physiques et des tâches liées à l'entretien et au fonctionnement du système concentrationnaire, ainsi que le travail dans les carrières de tous les camps du réseau de Goli otok, dont certains se trouvaient sur le continent.

La carrière de Goli otok, au prix d'un dur travail forcé des détenus, produisait de grandes quantités de pierre concassée qui, hors du camp, approvisionnaient des bâtiments publics, des entreprises et des artisans, tant à l'échelle de la république qu'à l'échelle internationale. Cela signifie que l'UDBA, tout en présentant le travail de la pierre comme une forme « rééducative » de travail forcé, en tirait aussi un profit – en dinars, la monnaie de l'ex-Yougoslavie, comme en devises.

Le travail faisait en même temps partie de la discipline : les obligations, la cadence et les contrôles de rendement servaient à maintenir la surveillance sur la vie quotidienne.

Le quotidien du camp a aussi été transformé par le **groupe bosniaque** – un groupe de détenus arrivé à Goli otok **dans la seconde moitié de juillet 1949**, environ un mois après les premiers convois. Selon les sources, il avait été constitué au **CEZABiH (Prison centrale de Bosnie-Herzégovine)** et servait à l'UDBA de mécanisme de pression sur les autres, avec l'introduction de nouvelles méthodes de torture.

Les mécanismes de la « rééducation » politique, de la hiérarchie et de la violence sont traités plus en détail dans le chapitre La rééducation à Goli otok : la violence comme méthode de loyauté.



Fondations de bâtiments disparus dans l'ancienne enceinte du camp.

L'extension du système et la fermeture du camp

À mesure que le nombre d'internés augmentait, le système s'est étendu et organisé en plusieurs zones et chantiers. À côté des parties principales du camp existaient des lieux de travail et de séjour séparés, parfois soumis à un régime particulier, mais à l'intérieur du même cadre concentrationnaire.

Après 1953, avec l'évolution des relations entre la Yougoslavie et l'URSS, le nombre de nouvelles arrestations diminue, et une partie des détenus est libérée ou transférée. Certaines parties du système sont progressivement fermées ou réaffectées, et le régime se rapproche de plus en plus du modèle d'une prison accueillant moins de condamnés politiques.

PHOTOGRAPHIES



Marches de pierre dans l'enceinte du camp.



Bâtiment de pierre effondré.



Dalle de béton d'une baraque disparue.



Vestiges de murs sur une pente.



Bâtiment avec porche sur un soubassement de pierre.



Vue de Goli otok vers les îles environnantes.

GLOSSAIRE

UDBA

Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Le camp des femmes ibéovistes (1949–1956)



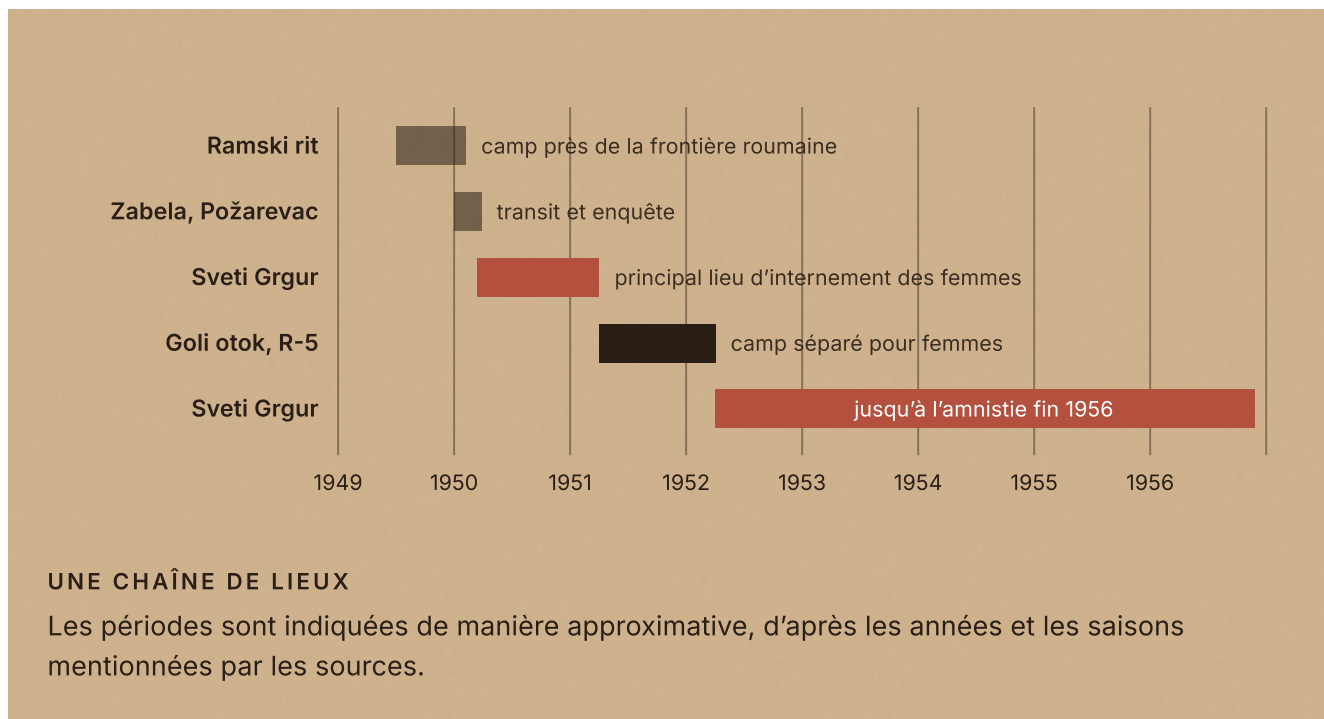
Le camp des femmes destiné aux partisans réelles ou présumées de la Résolution du Kominform constituait **un segment, séparé selon le sexe, du système yougoslave d'internement politique**. Contrairement aux hommes, dont l'internement est le plus souvent associé à Goli otok, **le principal lieu d'internement des femmes a changé au fil des années**.

Le segment féminin de l'internement des kominformistes était **numériquement moins important que le segment masculin**. Le principal site insulaire était **Sveti Grgur**, tandis qu'il a existé à Goli otok **un secteur féminin séparé, de courte durée**. La littérature fait état d'environ **870 femmes**, les écarts dépendant des critères et des registres disponibles. La plupart venaient de **Serbie et du Monténégro**, puis de **Croatie et de Bosnie-Herzégovine**, avec un plus petit nombre venant d'autres républiques et quelques ressortissantes étrangères.

≈ 870

femmes internées pendant la période kominformiste

Évolution spatiale : une chaîne de lieux



Ramski rit (1949–1950)

Il représente la phase initiale, sur le continent : les femmes soupçonnées de liens avec le Kominform sont envoyées au travail forcé dans un camp proche de la frontière roumaine.

Zabela, Požarevac (1950)

Ce lieu fonctionne comme une phase de transit et d'enquête, sous régime carcéral, au cours de laquelle ont lieu les interrogatoires et le traitement administratif avant l'envoi vers les îles.

Sveti Grgur (printemps 1950 – printemps 1951)

Sveti Grgur s'affirme comme le principal lieu d'internement des femmes pendant la période kominformiste. Bien que les camps des femmes et des hommes aient été strictement séparés, de sorte que détenues et détenus ne se rencontraient pas, des espaces concentrationnaires ont existé sur les deux îles à différentes phases. Les femmes sont toutefois **restées principalement et plus**

longtemps liées à Sveti Grgur. Le camp des hommes de Sveti Grgur était réservé aux **militaires**.

Goli otok – Chantier V / R-5 (printemps 1951 – printemps 1952)

Il s'agit d'un camp séparé pour femmes à Goli otok, physiquement distinct des chantiers des hommes.

Retour à Sveti Grgur (1952–1956)

Les femmes retournent à Sveti Grgur et y restent jusqu'à l'amnistie de la fin de 1956. Dans la phase finale, on relève aussi un petit nombre de femmes aux côtés des derniers condamnés administratifs restés à Grgur.

Statut juridique et déroulement de l'internement

Comme les hommes, les femmes étaient internées **par la mesure administrative du DKR** (travail d'utilité sociale) : sans procès public, sans avocat et sans garanties procédurales. Les décisions étaient prises par les services de sécurité et la direction du Parti, sur la base des rapports de l'UDBA, et la durée du séjour pouvait être **prolongée par de nouvelles décisions**.

Un petit nombre de femmes ont fait l'objet de **condamnations judiciaires**, mais ces cas relevaient eux aussi d'un système politique et non du système pénal classique.

Groupes particuliers au sein du système

Se distinguent en particulier les « **Ramričanke** » – les femmes envoyées à Ramski rit, parmi les premières détenues arrêtées après la Résolution du Kominform. Leurs témoignages constituent une source importante pour comprendre la phase initiale de l'internement des femmes.

Sont également mentionnées les « **revidirke** » bosniaques – des femmes qui avaient « révisé » leur position dans les prisons bosniaques et qui ont ensuite

été envoyées pour accentuer la pression sur les autres femmes et attiser la violence au camp. Leur arrivée est le plus souvent située en **1951**.

Le camp des femmes par rapport au camp des hommes

Alors que le camp des hommes est le plus souvent associé à Goli otok comme lieu central d'internement, **le système concentrationnaire féminin était organisé à travers plusieurs lieux et transferts**, selon la phase de la répression, de la construction et du travail. Outre Zabela, Sveti Grgur et le secteur féminin de Goli otok, le camp de **Stolac, en Bosnie-Herzégovine**, a joué un rôle important : les femmes y étaient également soumises au régime du travail forcé dans une carrière.

C'est pourquoi le camp des femmes ne peut être décrit comme un ensemble insulaire unique, mais plutôt comme un **réseau de lieux d'internement et de travail**. Le système masculin n'était pas non plus entièrement lié à un seul point, car les hommes étaient eux aussi transférés d'un lieu à l'autre, notamment à Sveti Grgur, puis vers d'autres chantiers comme Bileća.

“

Le travail forcé dans les carrières et sur un terrain karstique hostile constituait la base matérielle du prétendu « travail d'utilité sociale ».

CE QUI RELIE LE CAMP DES HOMMES ET CELUI DES FEMMES

PHOTOGRAPHIES



Ruines sur une pente au-dessus de la mer.



Bâtiment de pierre dans un paysage karstique.



Construction en pierre à coupole.



Plaque commémorative.



Ruine d'un bâtiment à deux niveaux.



Fondations d'un ancien bâtiment.



Bâtiment de pierre sans toit.



Intérieur d'un bâtiment effondré.



Murs au-dessus d'une crique.



Petite maison de pierre au-dessus de la mer.

GLOSSAIRE

DKR

Travail d'utilité sociale (Društveno-koristan rad) – mesure administrative permettant d'astreindre des personnes au travail forcé sans procédure judiciaire régulière.

UDBA

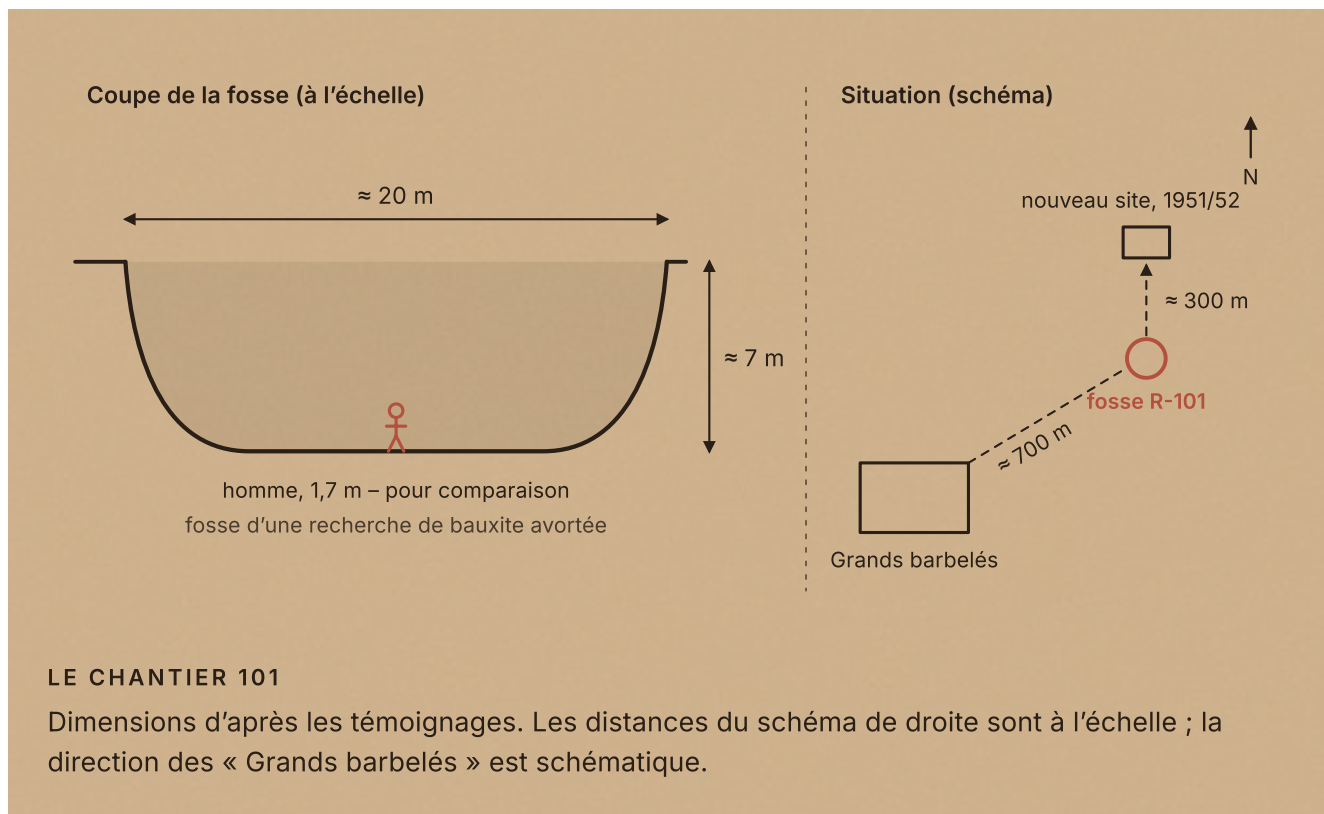
Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Le camp secret dans le camp



Le Chantier 101 voit le jour dans la première moitié de 1950, au plus fort de la répression qui suit le conflit avec le Kominform. Contrairement aux autres chantiers, comme les « Vieux barbelés » et les « Grands barbelés », il s'agit d'un espace caché et séparé – la partie la plus isolée du système.

Le premier emplacement était une grande fosse circulaire d'environ 20 mètres de diamètre et 7 mètres de profondeur, creusée lors d'une recherche infructueuse de bauxite dans l'entre-deux-guerres. Le lieu se trouvait à environ 700 mètres des « Grands barbelés », le camp des hommes où était détenue la majorité des autres détenus, près d'une citerne d'eau. L'existence de ce camp était gardée strictement secrète et restait inconnue de la plupart des autres détenus.



Pourquoi le « Trou de Petar » ?

Le nom officiel donné par l'UDBA était Chantier 101 (R-101), d'après le nombre des premiers détenus. Les détenus l'ont appelé le « Trou de Petar » (Petrova rupa), du nom de Petar Komnenić, ancien président de l'Assemblée du Monténégro, qui, lorsqu'on lui dit qu'il changerait de position sur ce « chantier », répondit :

“

Ce n'est pas un chantier. C'est un trou.

PETAR KOMNENIĆ

Un autre nom était le « Manastir » (monastère), en raison de l'isolement total de ce petit groupe.

Qui étaient les détenus du Chantier 101 ?

Environ 135 condamnés sont passés par le Chantier 101 – un petit nombre, mais le noyau politiquement le plus sensible du camp. Il s'agissait pour la plupart de communistes âgés et de cadres internationaux : participants à la Révolution d'Octobre, combattants de la guerre d'Espagne, communistes d'avant-guerre liés au Komintern, officiers supérieurs de la NOVJ ainsi que des responsables républicains et fédéraux.

≈ 135

condamnés sont passés par le Chantier 101

1950–1954

de juillet 1950 à mars 1954

En raison de leur autorité idéologique potentielle, ils représentaient une alternative possible à la ligne de Tito ; leur isolement était donc à la fois une répression et une « neutralisation » préventive du noyau prosoviétique. Les détenus étaient exclusivement des hommes.

Régime, quotidien et travail

L'organisation suivait le modèle général de Goli otok : baraque, chef de chambrée, médecin du camp lui-même détenu, responsable de l'hygiène et cuisinier. La journée était rythmée par le réveil, le travail, les comptages, les repas et le repos.

Tous dormaient dans une seule baraque, dans des châlits de bois à deux étages. Le dimanche, on ne travaillait pas – la journée servait au nettoyage, au rasage et à la coupe des cheveux. Il n'y avait aucune activité culturelle, ce qui renforçait encore l'isolement.

Transfert et disparition des traces

Le Chantier 101 fonctionne de juillet 1950 à mars 1954, date à laquelle les derniers détenus sont transférés sur l'île de Sveti Grgur. Le camp situé dans la

fosse d'origine fonctionne moins longtemps : dès 1951 (en 1952 selon une partie des témoignages), il est déplacé en surface, à environ 300 mètres au nord.

Sur le nouveau site se trouvaient une baraque plus grande (20 × 6 m), une infirmerie et une cuisine, à l'intérieur d'une zone clôturée d'environ 2 100 m², entourée d'une double rangée de barbelés et d'un mur d'environ 2 mètres de haut. Ce site a été reconstitué sous forme de maquette par un ancien détenu, Nikola Golubović.

LA FOSSE AUJOURD'HUI



Le bord de la fosse.



Mur de pierre sèche au fond de la fosse.



Le fond de la fosse aujourd'hui.



Vue sur la fosse.

GLOSSAIRE

Informbiro

Nom usuel en Yougoslavie du Kominform – organisation internationale de partis communistes fondée en 1947 pour la coordination politique sous la direction de l'URSS.

UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
Petar Komnenić (1895–1957)	Homme politique communiste monténégrin, président de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée populaire de la RP du Monténégro, et ministre. Après le conflit avec le Kominform, il a été arrêté pour son soutien au Kominform et interné à Goli otok.
Manastir	Mot serbe désignant un monastère.
Révolution d'Octobre	Prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie en 1917 et début de l'État soviétique. Une partie des Slaves du Sud se trouvait alors en Russie comme prisonniers de guerre ou travailleurs ; certains ont pris part à la révolution ou servi dans l'Armée rouge.
Guerre d'Espagne	Guerre de 1936–1939 entre la République et les nationalistes du général Francisco Franco, qui instaura une dictature après sa victoire. Les volontaires venus de Yougoslavie (les « combattants d'Espagne ») ont combattu surtout dans les Brigades internationales, du côté de la République.
Komintern	Internationale communiste (IIIe Internationale) – organisation internationale de partis communistes fondée en 1919 à Moscou, sous forte influence de l'URSS ; dissoute en 1943.
NOVJ	Armée de libération nationale de Yougoslavie (Narodnooslobodilačka vojska Jugoslavije) – forces armées partisans dirigées par le KPJ pendant la Seconde Guerre mondiale ; devenue ensuite l'Armée populaire yougoslave.

La rééducation à Goli otok : la violence comme méthode de loyauté



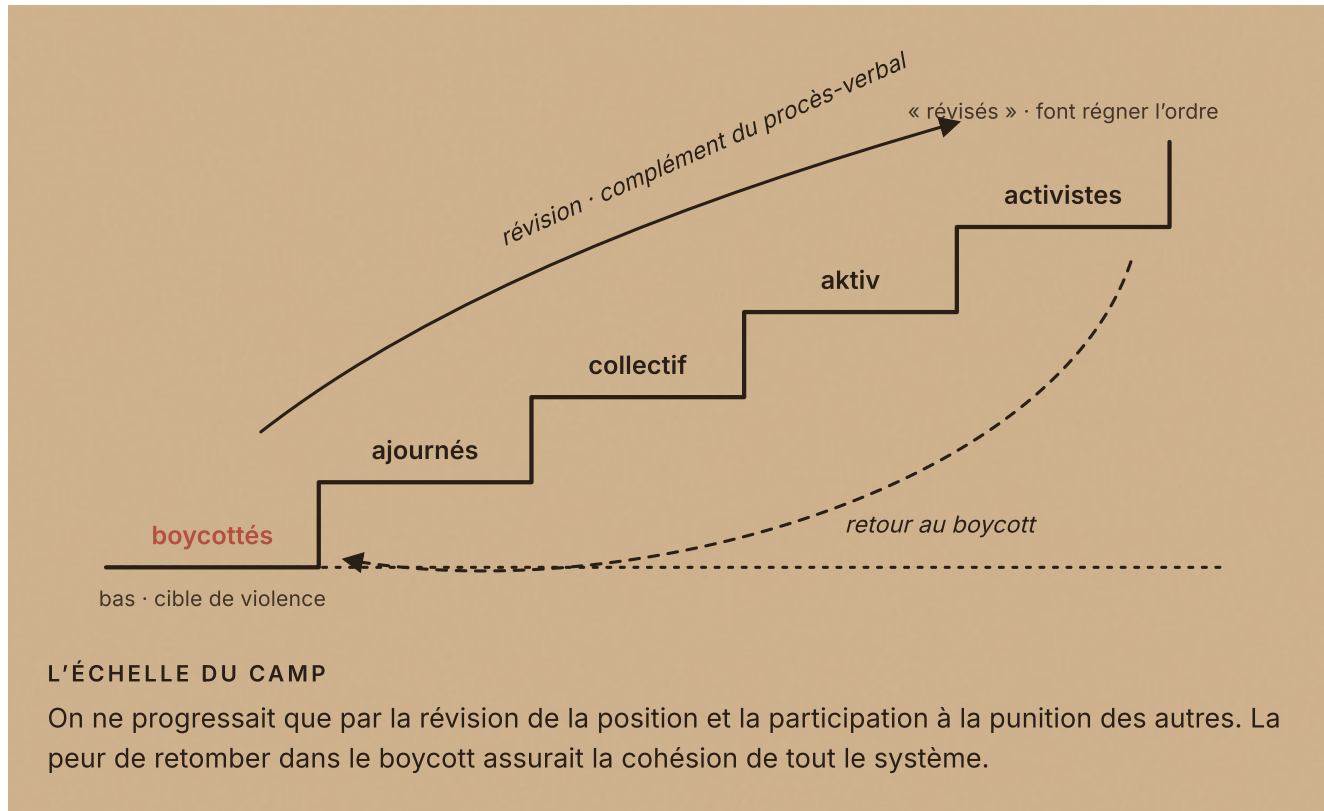
La « rééducation » politique à Goli otok n'était pas un processus éducatif, mais un système de violence contrôlée. La position du détenu, la durée de son séjour, le type de travail et ses chances de survie dépendaient souvent de sa disposition à renier publiquement sa culpabilité « ibéoviste » et à démontrer sa loyauté envers la direction du Parti.

Les mécanismes comprenaient la torture physique, l'humiliation ritualisée, l'agression collective imposée, une hiérarchie strictement surveillée entre détenus, ainsi que des conditions de travail et climatiques constituant une forme permanente de punition. Le système était conçu de telle sorte que la violence paraisse être une affaire « interne » du « collectif », tandis que le contrôle et la direction réels étaient maintenus à travers la structure du pouvoir.

Hiérarchie et punition mutuelle

Le camp fonctionnait selon un principe hiérarchique : boycottés → « ajournés » (odloženi) → « collectif » → « aktiv » → activistes. Les boycottés se trouvaient au bas de cette échelle – ceux qui venaient d'arriver et n'avaient pas encore « révisé » leur position politique, la révision de la position étant la phase initiale

obligatoire de la rééducation politique. Les « ajournés » formaient une catégorie de transition – ceux qui avaient accepté la révision de la position et étaient entrés dans la phase initiale de la procédure de rééducation. Après les « ajournés » venaient ceux qui jouissaient d'un meilleur statut au camp, le « collectif », l'« aktiv » et les activistes – les degrés des « révisés ».



Dans le jargon restreint, le mot « révisés » désignait souvent précisément les activistes – ceux qui avaient prouvé leur volonté de collaborer avec l'UDBA, les plus privilégiés, associés au maintien de l'ordre. Les « révisés » organisaient les conférences, les haies et les « rangs », transmettaient les exigences des enquêteurs de l'UDBA et surveillaient les punitions.

La peur de tomber dans le boycott poussait les détenus à participer à la punition des autres. Le camp transformait ainsi les détenus en instrument de contrôle : la survie était liée à la participation à la torture d'autrui.

Le boycott : le bas de la hiérarchie et la violence légalisée

Le boycott était à la fois un statut et une punition. Les boycottés portaient des signes distinctifs (par ex. un chiffon autour du bras ou une chemise noire), pouvaient être battus impunément (ce qui était même souhaité), personne n'avait le droit de leur parler, ils devaient marcher tête baissée et rester debout dans un coin pendant les conférences.

Ils recevaient encore moins de nourriture et d'eau que les autres détenus et effectuaient les travaux les plus durs. On les appelait aussi la « bande », conformément à la conviction de l'UDBA que les ibéovistes (ibeovci) se regroupent toujours. En pratique, le boycott signifiait une exposition totale au « collectif » et aux « activistes » : l'homme devenait une cible.

Complément du procès-verbal et interrogatoires : la condition du « progrès »

Le complément du procès-verbal était la condition essentielle pour progresser dans la hiérarchie du camp et sortir du boycott. L'UDBA partait du principe que les ibéovistes étaient liés en groupes et que le détenu connaissait d'autres membres restés en liberté. C'est pourquoi le détenu devait dresser une liste d'« ibéovistes et de sympathisants », souvent des amis, des collègues, des voisins ou des membres de sa famille, sous la pression de signaler en particulier les « éléments hostiles » de sa propre vie. Le détenu consignait tout cela dans son procès-verbal.

Le procès-verbal était également complété au cours des interrogatoires : le détenu était convoqué, ou se présentait de lui-même, au bâtiment de l'UDBA, où il s'entretenait avec l'enquêteur, c'est-à-dire l'agent de l'UDBA au camp. Dans certains cas, les personnes citées dans les procès-verbaux se sont elles aussi retrouvées au camp.

Après cette phase, le détenu qui avait « révisé » sa position, désormais promu au statut d'« ajourné » ou d'« activiste », devait participer au « redressement » des boycottés. Cela comprenait des violences physiques et verbales ainsi que

différentes formes d'humiliation. Le « révisé » devait ainsi montrer son dégoût et sa distance à l'égard des boycottés.

La révision de la position : le prix de la sortie de la violence

La révision de la position est la notion qui signifie que le détenu s'était repenti des opinions que l'UDBA avait déclarées hostiles à l'État et qu'il était prêt à collaborer avec l'UDBA.

La révision s'obtenait par une combinaison de comportements : participation aux mauvais traitements psychologiques et physiques infligés aux boycottés, « mouchardage » d'autres détenus, complément du procès-verbal, et zèle au travail et dans la collaboration avec les « révisés ».

Rares sont les cas où quelqu'un a été libéré sans avoir révisé sa position.

“

Dans le mécanisme du camp, la loyauté n'était pas une conviction mais une performance : elle devait être montrée, répétée, confirmée, et cela sous la forme de violences envers les autres.

LA RÉVISION DE LA POSITION

Rituels de confession et d'humiliation publique : l'heure politique et l'« exposé de la position »

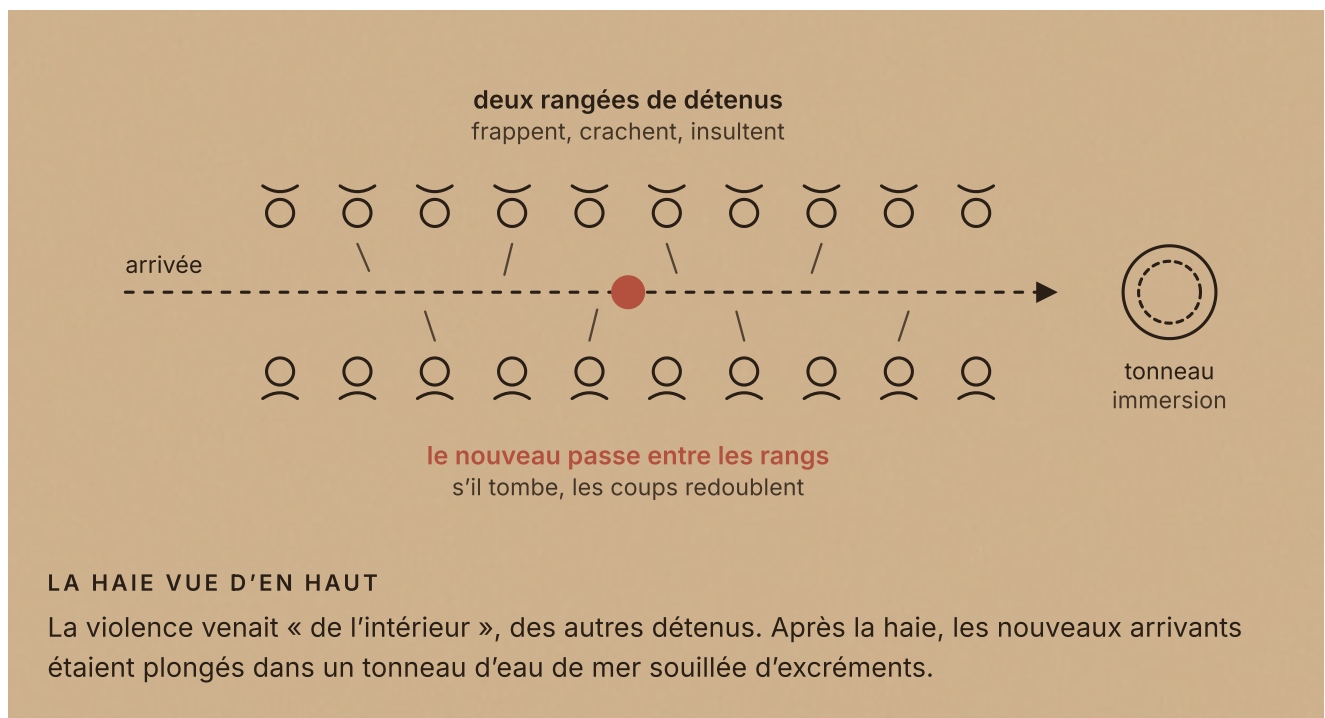
Le rituel central était la conférence politique du soir (l'« heure politique »). Souvent sous la surveillance du chef de chambrée et des enquêteurs de l'UDBA, les détenus participaient à un « procès » public contre un individu désigné. Celui qui était appelé devait raconter sa vie « jusqu'à la Résolution de l'IB », avouer ses « sympathies staliniennes » et accepter l'étiquette d'« ibéoviste ».

La conférence mesurait l'« activité » : la violence des attaques verbales contre l'URSS, contre la Résolution du Kominform et contre les « camarades tièdes ». Toute tentative de contestation était interprétée comme de l'« obstination », y compris l'affirmation de son innocence par le détenu. L'issue était souvent le boycott – le bas de la hiérarchie du camp.

Il est important de souligner que beaucoup se sont retrouvés au camp pour des raisons banales (voir le chapitre Qui étaient les « ibéovistes »). Dans un tel cadre, la « culpabilité » n'était pas un fait juridique, mais une décision de l'UDBA qu'il fallait reconnaître pour que s'ouvre seulement la voie du « progrès » dans la hiérarchie du camp.

Le lynchage collectif : la haie, le « rang » et le rang du pavillon

La notion de haie (špalir) ou de « rang » (stroj) désignait le passage entre deux rangées de détenus qui frappent, crachent sur et insultent celui qui passe. C'était l'« accueil » réservé aux nouveaux arrivants, mais aussi une punition régulière.



Le rituel associait la douleur physique au message que la violence venait « de l'intérieur », du « collectif ». Si le détenu tombait, l'attaque ne cessait pas, elle redoublait.

Dans la haie, on pouvait aussi sentir qui essayait d'atténuer les coups. Certains frappaient « à poings vides » ou faisaient semblant de frapper, et ce détail lui-même faisait partie de la psychologie du camp : dans la même rangée, on pouvait reconnaître une menace potentielle, mais aussi une rare possibilité de soulagement.

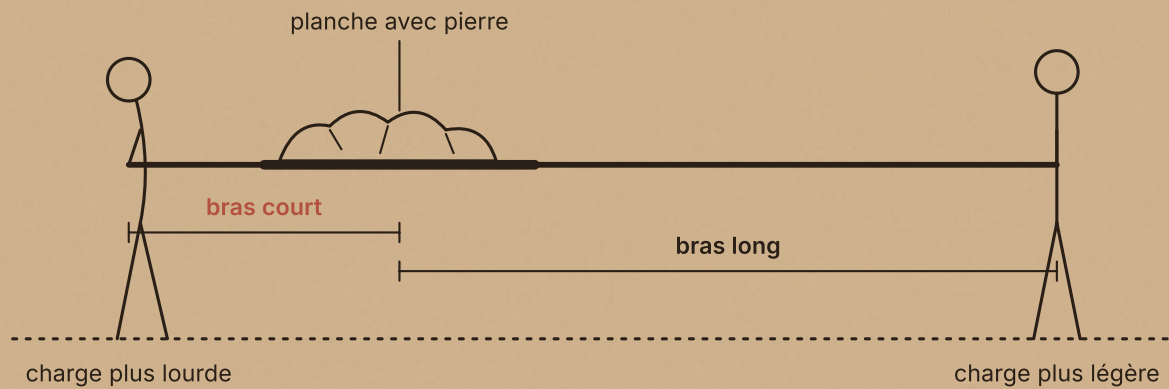
Dans les dernières années du camp, la haie se réduisait parfois aux crachats et aux insultes, sans violence physique. Après la haie, les nouveaux arrivants étaient plongés dans un tonneau d'eau de mer souillée d'excréments et d'autres immondices.

Le travail comme instrument de « rééducation » : normes et punition par le rendement

Les travaux les plus durs (carrière, portage de blocs, travail sur les parties exposées de l'île) étaient attribués aux boycottés et aux « insuffisamment révisés », tandis que les travaux plus légers, attribués à l'« aktiv », récompensaient la « position correcte ».

Les normes avaient une signification politique : un travail mal fait était interprété comme une « déviance », et non comme de l'épuisement. Un « engagement » insuffisant était présenté comme une résistance au « progrès de la Yougoslavie et des peuples ». Ainsi, la limite physique du corps devenait la preuve d'une « culpabilité » politique.

Une forme particulière de travail consistait à être contraint de porter le tragač (civière de portage), outil quotidien servant à transporter pierres, matériaux, eau, excréments ou urine. Une planche ou un récipient était fixé entre deux barres de telle sorte qu'un détenu portait la partie la plus lourde de la charge (bras courts) et l'autre la plus légère (bras longs) – le déséquilibre faisait partie de la punition.



LE TRAGAČ

Un détenu portait la partie la plus lourde de la charge sur les bras courts, l'autre la plus légère sur les bras longs. Le déséquilibre faisait partie de la punition.



Relief taillé dans la roche à Goli otok : figures sous une charge.

La faim, la soif et le corps comme cible

Des rations alimentaires très réduites brisaient encore davantage les détenus : polenta, haricots, rarement du poisson. Lorsque les détenus présentaient des séquelles physiques dues à une carence en vitamines, on leur donnait des

morceaux d'oignon ou de petites pommes. Outre tout le reste, beaucoup témoignent que la pire punition était le manque d'eau.

La faim et la soif n'étaient pas seulement une conséquence des conditions. Dans la logique du camp, elles devenaient un instrument : un moyen de maintenir l'homme dans un manque constant de forces, dans une dépendance constante, et dans un état où il est plus difficile de penser, de résister et de préserver sa propre dignité.

La torture climatique

Goli otok utilisait sa surface dénudée comme moyen de punition. On travaillait sous la bora, dans la canicule et sous la pluie, avec une protection minimale. Même la « plantation d'arbres » pouvait être une punition : rester debout des heures au soleil ou dans la bora, abriter les jeunes plants avec son propre corps et s'épuiser à un travail rendu plus pénible par les pentes rocailleuses.

La torture par le bruit : tension, insomnie et slogans scandés de force

Les hurlements des chefs tout au long de la journée, les ordres sans répit, le vacarme des conférences et le bruit dans les pavillons créaient un état de tension permanente. Combiné à l'insomnie et aux menaces, le bruit provoquait désorientation, perte de la notion du temps et effondrement psychique.

Pendant le travail, les détenus devaient souvent chanter des chants du Parti (par ex. « Družbe Tito, mi ti se kunemo » – « Camarade Tito, nous te jurons ») et scander des formules (« Merci à Tito, au Parti, à l'UDBA ! »).

Il arrivait que les détenus composent eux-mêmes des chansons qu'ils chantaient. Parfois, des mélodies connues (airs d'opéra, chants de guerre étrangers) recevaient des paroles « goliottiennes ».

La torture par la privation de sommeil : la nuit comme prolongement de la punition

Les détenus avaient un emploi du temps intensif de travail et d'obligations et dormaient peu.

Les boycottés n'avaient souvent pas le droit de dormir du tout ou dormaient à côté de la tinette (récipient servant aux besoins), et la punition dite de « garde de la tinette » consistait à rester debout toute la nuit au-dessus d'elle, tête baissée, à respirer les odeurs d'urine et d'excréments.

Après un travail épuisant, il arrivait qu'on laisse les détenus s'endormir pour les réveiller délibérément afin de les interroger sur leurs « positions » et leurs « ennemis ». On dormait sur des paillasses, ce qui était particulièrement pénible pendant la bora et l'hiver.

« Spectacles du camp », cinéma et propagande : la scène publique comme discipline

Sous la contrainte, on jouait des sketches et des parodies de la vie des détenus. Le rire du public faisait partie de la punition, et les activistes évaluaient la « ferveur » – un enthousiasme insuffisant signifiait le risque d'un retour au boycott. On adaptait parfois aussi des œuvres littéraires connues pour humilier des détenus précis et susciter davantage de violence.

Le camp disposait aussi d'une salle de cinéma. Les projections avaient souvent lieu après un travail épuisant ; les détenus s'endormaient, puis étaient battus parce qu'ils « boycottaient » l'enseignement que le Parti dispensait par le film. L'UDBA projetait des films étrangers, de production occidentale.

Le journal mural (« Goli otočke novine », le Journal de Goli otok) publiait les noms des « incorrigibles », des caricatures des boycottés et des commentaires sur les comportements. On notait les réactions (rires, silence, regards détournés).

La défiguration

Les uniformes étaient souvent délibérément inadaptés (pantalons trop courts ou trop longs), ce qui rendait le travail plus difficile et augmentait l'exposition. La coupe des cheveux se faisait avec de grossiers ciseaux (à tondre les moutons) ou en arrachant les cheveux. Les chaussures étaient trop étroites ou trop larges, si bien que les détenus travaillaient souvent pieds nus.

Les vêtements et les chaussures contribuaient aux plaies, aux brûlures et à l'épuisement. Ces tortures « mineures » n'étaient pas secondaires : elles rappelaient sans cesse que le corps était sous le contrôle d'autrui et que l'humiliation passait aussi par les détails.

Autres punitions et expériences individuelles

Outre les méthodes décrites, il existait d'autres punitions : flagellation, portage de charges malgré les blessures, coups de bâton, règlements de comptes entre détenus et diverses tortures improvisées.

Il est essentiel de dire que chaque détenu a vécu une expérience unique de la violence.

GLOSSAIRE

Culpabilité « ibéoviste »	Appartenance réelle ou présumée au courant kominformiste, c'est-à-dire soutien à la Résolution du Kominform ou opposition au régime de Tito, qui valait à une personne d'être désignée comme ibéoviste (ibeovac).
Boycott	Bas de la hiérarchie du camp et punition à la fois : les boycottés portaient des signes distinctifs, il était interdit de leur parler, et on pouvait les battre impunément.
UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Ibéoviste (ibeovac)	Partisan réel ou présumé de la Résolution du Kominform, ou sympathisant de la politique de l'URSS, dans la période 1949–1956.
Enquêteur (isljednik)	Enquêteur politique de l'UDBA au camp. Par des entretiens et des procès-verbaux, il déterminait la « culpabilité » et suivait les « progrès » des détenus.
Révision de la position	« Repentir » public pour des opinions que l'UDBA avait déclarées hostiles à l'État, et acceptation de collaborer avec l'UDBA. C'était la condition pour progresser dans la hiérarchie du camp.
Résolution du Kominform	Décision politique du Kominform (Informbiro) de 1948 accusant la Yougoslavie de s'écarter du modèle soviétique du socialisme ; elle a conduit à la rupture avec l'URSS et au début des persécutions politiques dans le pays.
Haie (špalir)	Passage entre deux rangées de détenus qui frappent, crachent sur et insultent celui qui passe ; « accueil » des nouveaux arrivants et punition régulière.
Tragač (civière de portage)	Planche ou récipient fixé entre deux barres, servant à porter des pierres, de l'eau ou des matières fécales. Les porteurs portaient délibérément des charges inégales.
Carence en vitamines	Hypovitaminose ou avitaminose – manque prolongé d'une ou de plusieurs vitamines. Elle entraîne faiblesse et fatigue, baisse de l'immunité, anémie et saignements, atteintes de la peau et des muqueuses, lésions nerveuses ainsi qu'un affaiblissement des os et des muscles, dans les cas graves de manière durable.
KPJ	Parti communiste de Yougoslavie (Komunistička partija Jugoslavije).

L'architecture des camps de Goli otok et de Sveti Grgur (1949–1956)



D'îles désertes à un système de camps

Goli otok et sa voisine Sveti Grgur étaient de petites îles inhabitées et hostiles de l'Adriatique septentrionale. C'est précisément pour cette raison qu'elles ont été choisies en 1949 comme sites de camps politiques secrets : isolées, sans population locale et loin des regards du public.

Après le conflit de la Yougoslavie avec le Kominform en 1948, un premier camp a été érigé à la hâte à Goli otok. Puis, par le travail forcé des détenus, de nouveaux ensembles clôturés et des infrastructures annexes ont vu le jour. À Sveti Grgur a été établi un camp séparé pour les femmes, obéissant à une logique spatiale et administrative semblable, mais adapté à un plus petit nombre de détenues.

La construction du camp : pierre locale et travail forcé

La construction a commencé littéralement sur un terrain karstique vide. On a d'abord amené sur l'île des prisonniers des établissements pénitentiaires

du continent, sous la surveillance de l'UDBA, afin de préparer le terrain et de construire les bâtiments de base avant l'arrivée des premiers prisonniers politiques.

Dès l'été 1949, un débarcadère de fortune a été aménagé dans la crique de Tatinja et les premières baraques de bois, entourées de barbelés, ont été érigées. Il s'agissait d'abris simples et provisoires – le début de la transformation du paysage de l'île en espace carcéral.

Les ressources naturelles de l'île ont été immédiatement exploitées. Le calcaire extrait de la carrière est devenu le principal matériau de construction : on l'extrayait, on le cassait, on le portait jusqu'aux chantiers et on l'intégrait aux bâtiments, aux infrastructures et aux chemins. Le bois destiné aux baraques et aux constructions annexes était acheminé depuis le continent.

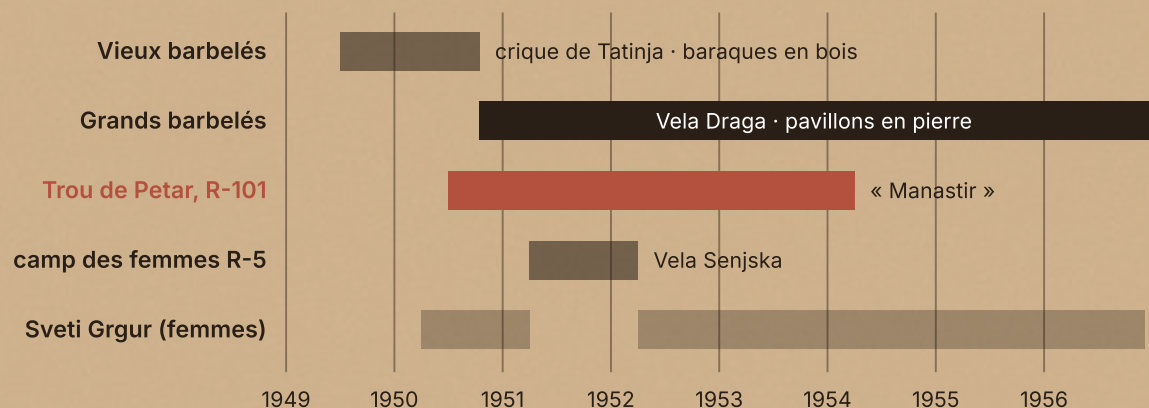
En peu de temps a également été créé un réseau de chemins (environ 12 km) reliant les débarcadères, les ensembles du camp, les criques et les chantiers. Tout cela a été réalisé par les détenus dans des conditions difficiles, sous surveillance constante, le travail physique étant à la fois un instrument du régime et un moyen de faire construire le camp par ses propres forces.

≈ 12 km

de chemins construits par le travail forcé

Les ensembles du camp à Goli otok

À Goli otok se sont formés plusieurs ensembles clôturés, aux fonctions et aux degrés d'isolement différents.



LES ENSEMBLES DU CAMP AU FIL DU TEMPS

Les périodes sont indiquées de manière approximative, d'après les années et les saisons mentionnées par les sources. Sveti Grgur était temporairement vide pendant que les femmes se trouvaient au R-5.

Les « Vieux barbelés » (Stara žica ; crique de Tatinja, 1949). Premier camp, le camp initial, composé de baraques de bois et d'installations improvisées. En raison de l'augmentation du nombre de détenus, il est vite devenu trop petit, et les détenus ont été transférés dans un camp plus grand. L'espace a ensuite été réaffecté : les baraques ont été démontées et, à Tatinja, ont été aménagés des ateliers et des installations de l'entreprise du camp ainsi que des bâtiments administratifs.

Les « Grands barbelés » (Velika žica ; Vela Draga, fin 1950). La partie centrale et la plus vaste du complexe. Au lieu de baraques de bois, on construit des pavillons maçonnés en pierre, disposés le long d'allées intérieures et autour d'un espace ouvert (la « Place ») destiné aux rassemblements, aux appels et aux manifestations idéologiques. Cette enceinte comprenait aussi des bâtiments administratifs, des cuisines, des entrepôts, des ateliers et des bâtiments pour le personnel (parmi les noms mentionnés figurent l'« Hôtel », le « Bowling » et le « Restaurant d'été »).

Le « Trou de Petar » (Petrova rupa) / Chantier R-101 (à partir de juillet 1950 ; supprimé en 1954). Un « camp dans le camp » séparé, destiné à l'isolement

strict des kominformistes dits « incorrigibles ». Situé dans un espace rocailleux reculé, il comprenait une baraque et une enceinte clôturée. Dans le langage du camp, il était aussi appelé le « Manastir » (monastère), en raison de sa coupure totale avec le reste du système. Pour en savoir plus, voir le chapitre Le camp secret dans le camp.

Le camp des femmes de Goli otok / Chantier R-5 (1951–1952). Au printemps 1951, environ 500 prisonnières politiques ont été transférées de Sveti Grgur à Goli otok, et un espace clôturé distinct a été aménagé dans la crique de Vela Senjska. Il a existé environ un an. Les femmes ont participé à la construction des infrastructures de base (citerne, petits aménagements d'accostage) et ont été ramenées à Sveti Grgur en mars/avril 1952.

Le camp des femmes de Sveti Grgur

Le camp des femmes de Sveti Grgur a été organisé au début de 1950. Les premières prisonnières sont arrivées en mars 1950, après être passées par des sites sur le continent (Ramski rit, puis Zabela).

Au début, le camp se trouvait dans la crique de Pladnja, avec des baraques de bois et les installations indispensables. Dès 1950, les prisonnières ont construit de leurs propres mains une citerne en pierre pour l'eau de pluie, car l'île n'a pas de source. Faute de place, le camp a ensuite été déplacé dans la crique plus vaste de Sveti Grgur, dotée d'un débarcadère, de baraques ainsi que de bâtiments administratifs et d'entrepôts.

En mars/avril 1951, les femmes ont été transférées à Goli otok (R-5), si bien que le camp de Grgur est resté temporairement vide. Après la suppression de la section féminine de Goli otok, les prisonnières retournent au printemps 1952 à Sveti Grgur, où elles restent jusqu'en 1956.

L'architecture comme mécanisme de contrôle

L'architecture du camp a évolué des structures provisoires en bois vers des bâtiments permanents en pierre, mais la logique est restée la même :

“

L'espace était subordonné à la surveillance et à la discipline.

L'ARCHITECTURE COMME MÉCANISME DE CONTRÔLE

Les criques entourées de collines formaient un « réceptacle » naturel qui contenait les déplacements, et les clôtures de barbelés (souvent sur plusieurs rangs, avec éclairage) fermaient les enceintes du camp.

Les postes de garde étaient disposés sur les hauteurs, avec des guérites et des bunkers, dominant les espaces clôturés et leurs accès. À l'intérieur du camp, des pavillons régulièrement disposés, des allées (les « rues ») et un espace central ouvert (la « place ») permettaient l'alignement, le comptage et les rassemblements rapides. La disposition spatiale servait aussi au contrôle interne, car les fonctions du camp et l'« autogestion » étaient organisées par pavillon.

Ce qui subsiste aujourd'hui : disparition des baraques et lecture de l'espace

Après la fermeture du camp, puis du pénitencier, une grande partie des vestiges matériels s'est dégradée ou a été enlevée. Les baraques de bois et les constructions provisoires ont presque entièrement disparu, à Goli otok comme à Sveti Grgur.

Les vestiges des bâtiments maçonnés et des infrastructures sont plus visibles : ruines de bâtiments administratifs, citernes d'eau, traces de chemins et de murets de pierre sèche, ainsi que vestiges de bunkers et de postes de garde au-dessus des enceintes du camp. Dans les carrières, on voit les traces de l'extraction et de la taille de la pierre.

C'est pourquoi le camp se comprend aujourd'hui avant tout par la « lecture » de l'espace dans son ensemble : criques, terrasses, remblais, fondations, chemins et vestiges de clôtures, à l'aide des sources historiques, de la mémoire et de la cartographie (y compris l'analyse de prises de vue aérophotogrammétriques).

Même si les vestiges sont fragmentaires, les îles portent l'« empreinte » reconnaissable du système qui y a fonctionné – une architecture ramifiée et contrôlée, née du travail forcé.

LES VESTIGES AUJOURD'HUI



Guérite en pierre sur un cap.



Vestiges d'un bunker sur un cap.



Entrée d'un abri en pierre.



Bâtiment sans toit au-dessus d'une crique.



Terrasses et chemins sur une pente.



Dessin de l'enceinte du camp provenant des archives de l'Association.

GLOSSAIRE

Informbiro

Nom usuel en Yougoslavie du Kominform – organisation internationale de partis communistes fondée en 1947 pour la coordination politique sous la direction de l'URSS.

UDBA

Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Mermer et Velebit : travail forcé, production et profits



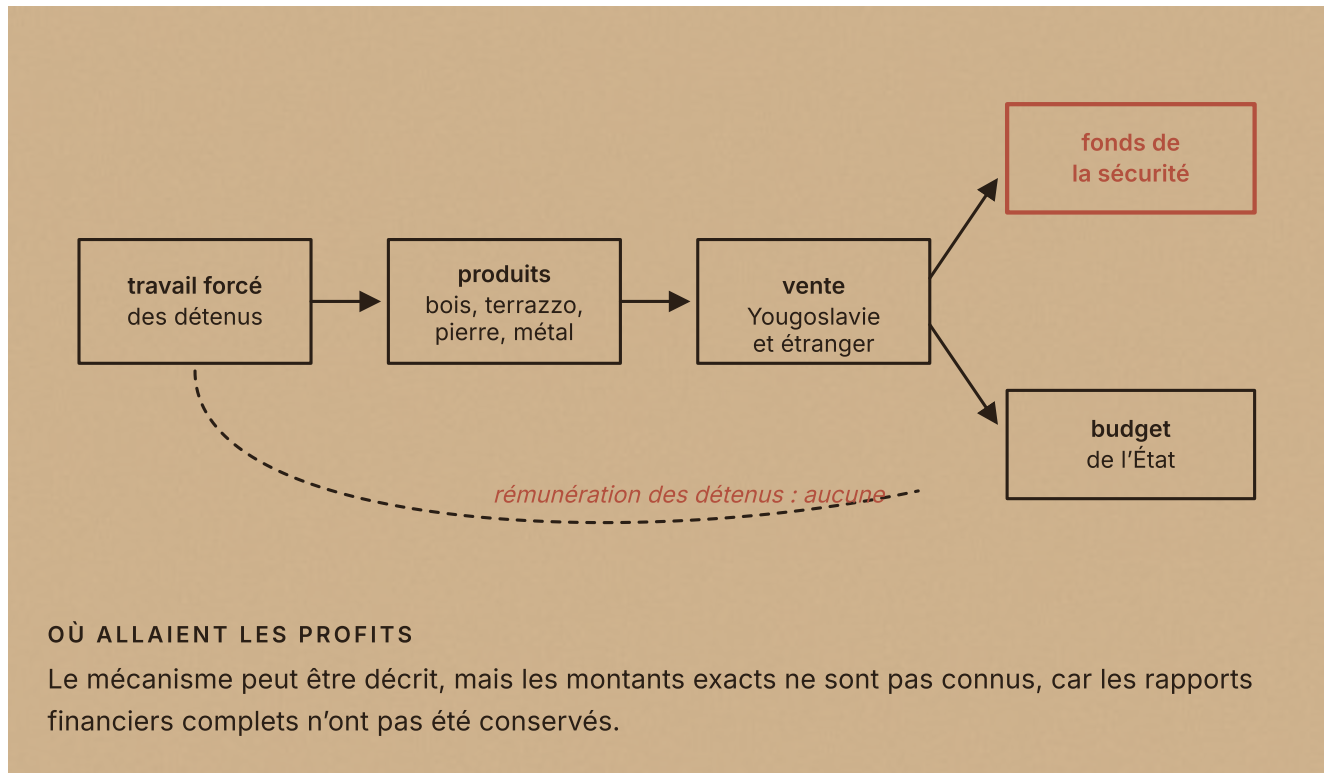
L'entreprise comme paravent et comme instrument de gestion

De nombreux produits fabriqués à Goli otok et à Sveti Grgur étaient vendus hors du camp, souvent même à l'étranger. Les produits de Goli otok étaient présentés comme ceux de l'entreprise Mermer.

Vu de l'extérieur, « Mermer » fonctionnait comme une entreprise ordinaire, mais tous ses produits étaient issus d'un dur travail physique dont le but principal, outre le profit, était de tourmenter les détenus. En son sein fonctionnait un Bureau technique qui concevait et coordonnait la construction des bâtiments du camp (le bâtiment administratif des Grands barbelés, les pavillons et d'autres bâtiments).

La structure de l'entreprise, en relations d'affaires avec d'autres entités économiques, s'étend et se formalise progressivement : **Mermer** (petite entreprise à la production limitée) → **Kombinat Mermer** (plusieurs unités de production et un volume d'activité accru) → **Kombinat Velebit** (production réorganisée, avec un accent sur les unités de traitement du bois et de la pierre et des débouchés plus larges, y compris des ventes hors de Yougoslavie). Les produits sont écoulés à la fois sur le marché intérieur et à l'étranger.

Les profits de Mermer aboutissent en partie dans un fonds interne de l'appareil de sécurité et en partie dans le budget de l'État, tandis que les détenus ne reçoivent aucune rémunération pour leur travail.



D'un camp improvisé à un « système économique » (1949–1956)

Dans la première phase (1949–1950), le travail est consacré à l'édification de l'infrastructure du camp : déchargement des matériaux, construction des baraques, des citernes et des débarcadères. Dans cette phase, le travail est avant tout consacré à la construction de l'infrastructure du camp.

Dans la deuxième phase (1950–1953), avec le transfert vers les Grands barbelés, le travail est réorganisé sur une base « industrielle ». Trois branches principales se stabilisent : le travail du bois, le travail de la pierre (carrière, terrazzo) ainsi qu'un atelier de métallurgie et de petite construction navale. Parallèlement se poursuit la construction des pavillons, des bâtiments administratifs, de l'hôpital et des entrepôts – formellement en tant que « travail pour Mermer ».

Dans la troisième phase (1953–1956), la production passe au stade de la série. Les carreaux de terrazzo sont fabriqués en grandes séries et écoulés dans toute la Yougoslavie. Parallèlement se développe une scierie, et l'on organise l'abattage du bois sur le Velebit et son transport vers la côte et Rijeka – le travail sort de l'île, mais reste lié à l'entreprise du camp et sous la surveillance des services.

Les phases sont expliquées ici à partir du camp le plus grand, celui des hommes. Le camp des femmes a connu des phases semblables, mais les produits étaient différents.

Trois types de travail des détenus

Le travail au sein du système Mermer/Velebit peut être décrit selon trois catégories principales.

1) Le travail de construction (édification du camp). Construction des pavillons, des bâtiments administratifs, des hôpitaux, des citernes et des débarcadères (infrastructure du camp).

2) Le travail punitif et « rééducatif » (discipline et épuisement). Tâches absurdes (sortir des pierres de la mer puis les y rejeter), travaux les plus durs à la carrière, extraction de sable de la mer et travail exposé à la bora et aux éléments (pour les « punis »). Reboisement de Goli otok, le détenu devant protéger de son corps un jeune plant contre la bora ou lui faire de l'ombre pendant les chaleurs de l'été. Le but est avant tout disciplinaire : contrôler et briser par l'effort, l'exposition et l'humiliation.

3) Le travail productif (ateliers et production pour le marché). Travail à la scierie et dans la transformation du bois, fabrication de carreaux de terrazzo et d'objets décoratifs en pierre, travail dans l'atelier de transformation des métaux et travaux au petit chantier naval. Outre les ateliers, certains détenus travaillent dans l'administration (comptabilité). Le travail dans certains ateliers et dans

l'administration est considéré comme privilégié, tandis que la majorité reste affectée aux travaux les plus durs à la carrière et sur les chantiers.

CARREAUX DE TERRAZZO



Carreaux portant une inscription imprimée.



Carreau portant une inscription imprimée.



Restes de carreaux au sol.

Mermer/Velebit et le « budget invisible » de l'UDBA

Les rapports financiers annuels complets pour la période 1949–1956 n'ont pas été conservés. Une partie de la documentation sur l'activité de l'entreprise a été détruite par la suite, en particulier après la destitution d'Aleksandar Ranković en 1966, ce qui rend difficiles des calculs précis.

La littérature indique que l'UDBA dirige l'entreprise et ses principaux services internes, et que les recettes tirées de la vente du bois, du terrazzo et d'autres produits servent en partie de fonds extrabudgétaire pour les opérations et les besoins de l'appareil de sécurité. Après 1966, il est fait état d'une destruction plus intensive des archives financières, interprétée comme une tentative d'effacer les traces de l'ampleur de l'exploitation.

En raison de cet état des sources, nous pouvons aujourd'hui décrire assez clairement le mécanisme, mais il est difficile de reconstituer le volume exact de la production et des bénéfices réalisés.

Le plénum de Brioni (1er juillet 1966) et l'absence de responsabilité

Le plénum de Brioni (IVe plénum du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie – CK SKJ) s'est tenu le 1er juillet 1966 à Brioni (Brijuni). Il s'agit d'une session des plus hauts responsables du Parti au cours de laquelle ont été prises des décisions ayant un effet direct sur l'appareil d'État. Sous la présidence de Josip Broz Tito, la question du fonctionnement des services de sécurité et de la prétendue « affaire des écoutes » y a été soulevée, à la suite de quoi Aleksandar Ranković a été destitué, et le pouvoir du Service de la sécurité d'État (SDB ; auparavant UDBA – voir les noms de l'UDBA) a été formellement limité.

Selon certaines affirmations et interprétations, ce cadre aurait aussi abordé des questions relatives à la puissance financière de l'appareil de sécurité, y compris les profits liés à Goli otok et les fonds issus du travail forcé, avec des soupçons de malversations.

On souligne en même temps l'absence de conséquences essentielles : aucune procédure judiciaire n'a été engagée contre Ranković, le système des camps n'a pas fait l'objet d'une enquête systématique, et la dimension économique du travail forcé est restée en dehors de l'attention politique et judiciaire. Un problème supplémentaire tient à l'affirmation selon laquelle c'est précisément à ce moment que s'intensifie la destruction de la documentation financière, ce qui rend aujourd'hui difficile la reconstitution des flux financiers et de l'ampleur de l'« économie concentrationnaire ».

Pourquoi est-il important de parler des profits aujourd'hui ?

La reconstitution de l'entreprise « Mermer » est importante, car elle montre la double fonction du camp : la répression politique et l'exploitation économique planifiée. Elle révèle aussi comment l'appareil de sécurité a pu constituer des fonds extraordinaires échappant au contrôle ordinaire.

“

Parler des profits, ce n'est pas seulement parler de chiffres, mais d'un système dans lequel le travail forcé de prisonniers politiques se transforme en bénéfice pour des institutions – sans rémunération et sans réparation.

POURQUOI IL EST IMPORTANT DE PARLER DES PROFITS



Machine abandonnée dans un ancien atelier.

**Aleksandar Ranković
(1909–1983)**

Homme politique communiste yougoslave, dirigeant de longue date de l'appareil de sécurité (UDBA), proche collaborateur de Tito et vice-président de la RSFY de 1963 à 1966.

UDBA

Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Affaire des écoutes (1966)

Accusation selon laquelle l'appareil de sécurité aurait illégalement placé sur écoute Tito et la direction de l'État ; elle a servi de motif principal à la destitution d'Aleksandar Ranković lors du plénum de Brioni. Les soupçons n'ont jamais été entièrement établis dans une procédure judiciaire publique.

Noms de l'UDBA

En 1946, l'OZNA est réorganisée en UDB/UDBA (Uprava državne bezbednosti, « Udba » dans le langage courant) ; après 1966, elle prend le nom de SDB/SDS (Služba državne bezbednosti / sigurnosti, Service de la sécurité d'État).

La mortalité dans le camp des kominformistes (1949–1956)



Selon un document des Archives d'État croates, **399 morts** ont été enregistrés pour la période du camp des kominformistes (1949–1956). La mortalité se concentre surtout dans les premières années du système, en particulier en **1950–1952**, avec un pic en **1951**.

Chiffres clés

399

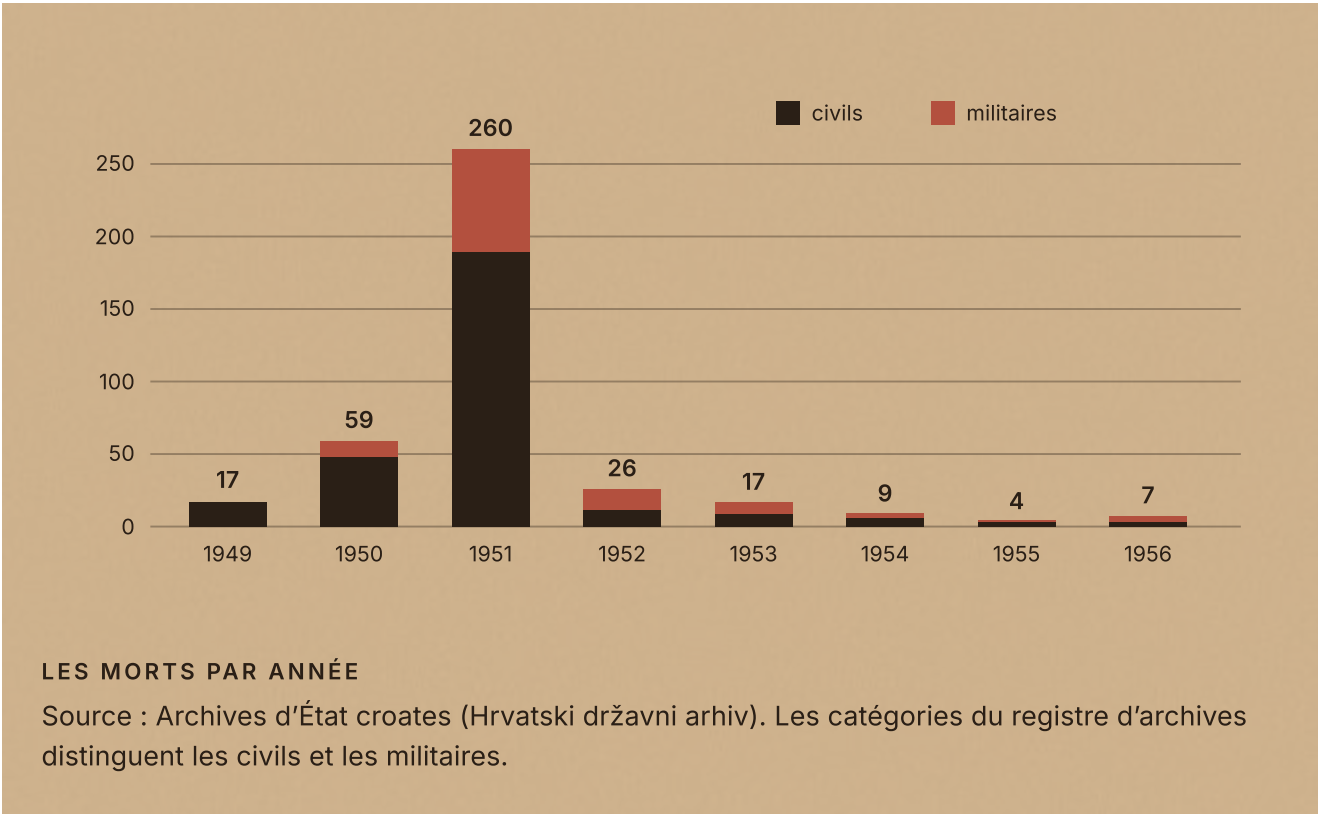
morts au total, 1949–1956

260

morts en 1951 – plus de la moitié du total

Après **1953**, la mortalité recule fortement, dans le contexte plus large de l'évolution des relations internationales et de la mort de Staline (**5 mars 1953**).

Les morts par année (HDA)



ANÉE	TOTAL	CIVILS	MILITAIRES
1949	17	17	—
1950	59	48	11
1951	260	189	71
1952	26	12	14
1953	17	9	8
1954	9	6	3
1955	4	3	1
1956	7	3	4
Total	399	287	112

De quoi mourait-on (1949–1956) ?

Le tableau d'archives n'indique pas les causes de décès, mais les témoignages et les recherches font apparaître une combinaison de plusieurs facteurs :

- l'épuisement et la sous-alimentation associés aux travaux pénibles (carrière Mermer, construction des pavillons, du port et des chemins, chantiers)
- les maladies infectieuses et chroniques (respiratoires et digestives), aggravées par la surpopulation, de mauvaises conditions d'hygiène et des soins médicaux insuffisants
- les maladies dues aux conditions climatiques extrêmes (chaleurs estivales sans ombre ni eau ; bora et pluie en hiver)
- la violence et les suites des passages à tabac, les décès pouvant être enregistrés administrativement comme dus à une « maladie »
- les accidents du travail (carrières, travail en hauteur sans protection), souvent enregistrés comme « accident du travail »
- les suicides et les cas qualifiés de « tentative d'évasion » ; en pratique, on communiquait souvent aux familles une cause générale (« maladie »)

Qu'advenait-il des corps ?

Pour la période 1949–1956, on peut distinguer en pratique trois façons de procéder.

Inhumations sur l'île. Dans la phase initiale, une partie des morts a été inhumée dans le cimetière du camp à Goli otok. Les tombes étaient creusées par des prisonniers sous escorte, et les marques étaient provisoires ou anonymes. Selon des témoignages, certains champs de tombes ont par la suite été nivelés et recouverts.

Transferts vers des cimetières du continent. La plupart des corps ont été transférés dans des cimetières du continent (Zagreb, Rijeka et d'autres villes). Dans certains cas, en raison de circonstances administratives (par ex. le non-paiement de la concession), les restes ont fini dans des fosses communes, les familles n'étant informées que de manière limitée ou inégale.

Lieux de sépulture non établis. En raison du secret, d'enregistrements inégaux et de réorganisations ultérieures, il n'est pas possible d'établir avec certitude le lieu d'inhumation d'une partie des morts.



Monument commémoratif avec des couronnes à Goli otok.

GLOSSAIRE

**Joseph Vissarionovitch
Staline**

Dirigeant communiste et dictateur soviétique, qui a gouverné l'Union soviétique de 1924 (après la mort de Lénine) jusqu'à sa mort en 1953.

Deux niveaux de pouvoir : l'UDBA et l'autogestion des détenus



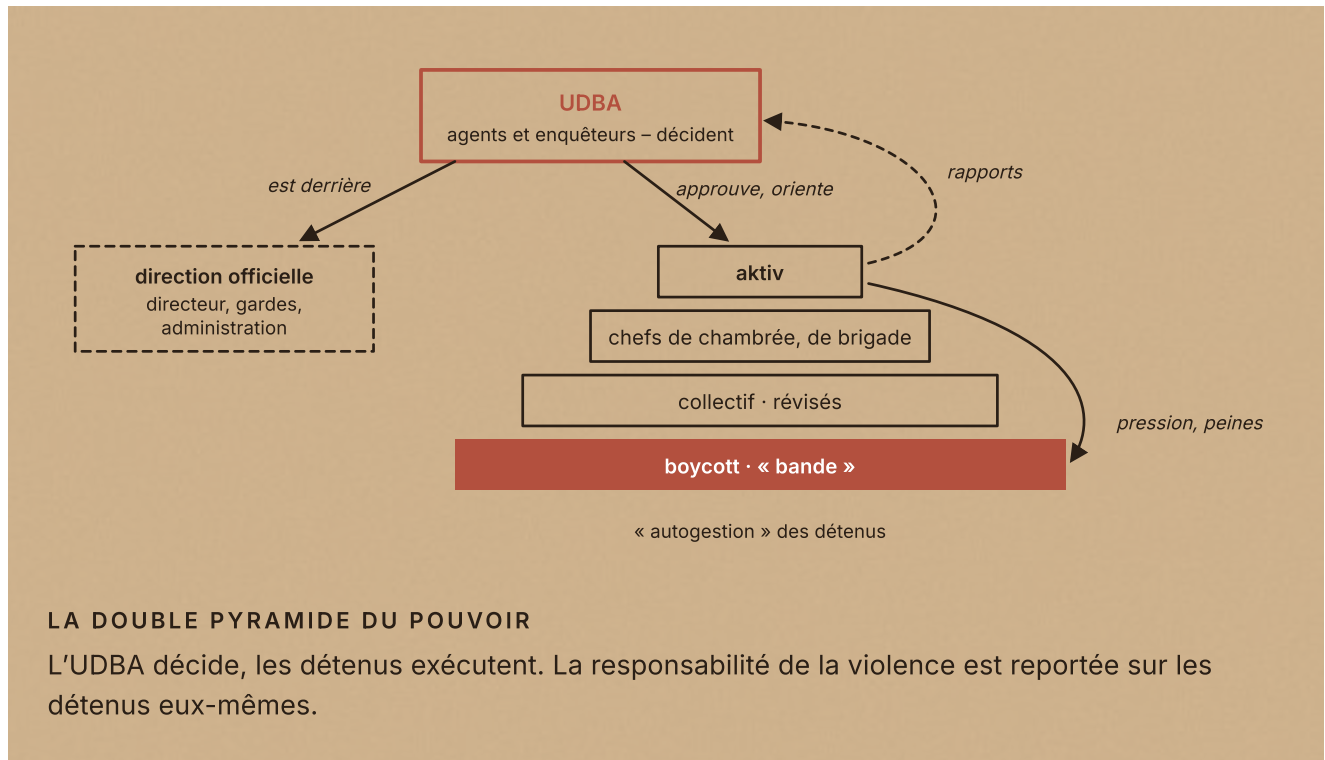
Dès la création du camp en 1949, le système a fonctionné comme une double pyramide de pouvoir. À côté de l'administration visible, « classique », existait un niveau invisible qui prenait les décisions essentielles. Les règles étaient fixées par l'UDBA, et le camp les appliquait « de l'intérieur », par la contrainte et la hiérarchie entre détenus.

Ce système interne était une « invention » propre à l'UDB dans les méthodes d'administration des camps. La rééducation autogérée signifiait que le détenu prouvait sa « rééducation » en participant à la rééducation des autres, par les pressions, la violence, le chantage, l'intimidation et l'humiliation.

“

Des historiens de la psychiatrie l'ont décrite comme
une « culture unique de la violence », que l'on ne
rencontre pas dans d'autres camps et systèmes répressifs.

Un tel système a rapidement détruit la solidarité entre détenus et engendré un cycle de violence sans fin, aussi bien dans le camp des hommes que dans celui des femmes.



Le pouvoir invisible et décisif : l'UDBA

Derrière l'administration formelle se tient l'UDBA, par l'intermédiaire d'agents chargés des interrogatoires, du classement, de la « rééducation » et de la surveillance. En pratique, c'est l'UDBA qui décide qui est « révisé » et qui reste dans la « bande » ; qui entre dans l'« aktiv », qui passe dans le « collectif » et qui tombe dans le boycott.

L'UDBA oriente aussi le régime des punitions : qui est affecté à un travail plus dur, à l'isolement ou à la bastonnade, et dans quelles conditions. Sans son autorisation, sortir du système est en pratique difficilement concevable.

L'autogestion des détenus : administrer sous la contrainte

Dans les baraques et sur les chantiers a été instaurée une autogestion des détenus : un réseau de fonctions exercées par les détenus eux-mêmes (chefs

de chambrée, chefs de brigade, membres de l'« aktiv », etc.). Formellement, cela ressemble à une « autogestion », mais sans aucune autonomie réelle.

La logique essentielle est celle du chantage : un détenu ne peut obtenir une meilleure position qu'en appliquant le système aux autres. Celui qui « ne s'intègre pas » peut être relevé de ses fonctions et renvoyé dans le boycott.

Le camp compte aussi une police ainsi que la JNA, qui garde l'île, mais elles interviennent peu dans le quotidien des détenus.

Les termes de la hiérarchie : degrés de contrainte et d'assentiment

L'ordre interne se construit autour de la « position politique ». Ces termes ne sont pas des étiquettes neutres, mais les étapes concrètes par lesquelles la vie au camp est administrée.

La « bande » et le boycott désignent le bas de la hiérarchie : ceux qui n'ont pas « révisé ». Les boycottés subissent une terreur totale : il est interdit de leur adresser la parole, de les aider ou de s'asseoir avec eux. Ils reçoivent les travaux les plus durs et subissent obligatoirement des mauvais traitements. Le boycott est à la fois une punition et un moyen de contrainte : la sortie est liée à l'acceptation de la « position ».

Le « collectif » est la phase qui suit le boycott et l'aveu public de la « culpabilité ». Dans le « collectif », la violence est souvent moins ouverte, mais la surveillance continue. Les travaux sont plus légers et les conditions plus stables, des avantages limités sont possibles (colis, correspondance), et l'on attend du détenu qu'il participe au maintien de l'ordre.

Les « révisés » sont ceux dont on a établi, après interrogatoires, procès-verbaux et interventions publiques, qu'ils avaient accepté la politique officielle du KPJ et renié l'IB. Ils obtiennent généralement un meilleur hébergement et des travaux plus légers, peuvent progresser et augmentent leurs chances d'entrer dans le « collectif » et d'être libérés.

L'« **aktiv** » est le noyau politique du camp : des « révisés » qui prennent en charge le « travail politique » et deviennent le maillon clé de l'autogestion. L'« aktiv » dirige les réunions politiques, oriente les critiques et les attaques contre les « peu fiables », propose qui sort du boycott et qui retourne « au fond », et rédige et transmet des rapports à l'UDBA. C'est le bras armé de l'UDBA, avec une influence réelle sur le sort des autres.

Ce que signifie « administration » au camp

À Goli otok, le mot « administration » recouvre en pratique deux niveaux.

Le premier est l'**administration des détenus** – l'autogestion dans les baraques et les brigades : le chef de chambrée (ordre et « atmosphère politique »), le chef de brigade et les chefs de travaux (norme et discipline), les membres de l'« aktiv » (surveillance politique et rapports) ainsi que les responsables de l'alimentation et de la répartition des tâches. Les candidatures sont approuvées par l'UDBA, et la responsabilité de la violence (haies, humiliations, extorsion de la « position ») est souvent reportée sur les détenus.

Le second est l'**administration de l'UDBA et de l'appareil officiel** : les agents de l'UDBA, avec le directeur, la garde et l'administration, décident de l'internement et de sa durée, du classement (qui est « dur », qui est « en voie de révision », qui peut entrer dans l'« aktiv »), du régime (boycott, colis, correspondance, transferts) et de la libération.

L'enquêteur / l'enquêtrice (isljednik / isljednica)

L'enquêteur (isljednik) est l'enquêteur politique de l'UDBA. Par les entretiens, les procès-verbaux et leurs « compléments », il relie le camp à l'appareil de sécurité de l'État : il oriente le classement (révisé / boycott / aktiv), définit la « culpabilité » et suit les « progrès ». Presque chaque détenu passe par au moins un entretien avec un enquêteur pendant son séjour, et le ton et la pression de l'enquêteur peuvent varier selon le contexte politique général.

GLOSSAIRE

UDBA	Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.
JNA	Armée populaire yougoslave (Jugoslavenska narodna armija) – nom officiel de l'armée de la Yougoslavie.
Boycott	Bas de la hiérarchie du camp et punition à la fois : les boycottés portaient des signes distinctifs, il était interdit de leur parler, et on pouvait les battre impunément.
KPJ	Parti communiste de Yougoslavie (Komunistička partija Jugoslavije).
Culpabilité « ibéoviste »	Appartenance réelle ou présumée au courant kominformiste, c'est-à-dire soutien à la Résolution du Kominform ou opposition au régime de Tito, qui valait à une personne d'être désignée comme ibéoviste (ibeovac).
Aktiv	Noyau politique de l'autogestion des détenus : détenus « révisés » qui dirigent les réunions, orientent les attaques contre les « peu fiables » et font rapport à l'UDBA.
Enquêteur (isljednik)	Enquêteur politique de l'UDBA au camp. Par des entretiens et des procès-verbaux, il déterminait la « culpabilité » et suivait les « progrès » des détenus.

Le retour des « gens d'autrefois »



Pour la plupart de ceux qui revenaient de Goli otok et de Sveti Grgur, la liberté ne signifiait pas un véritable retour à la normalité. Dans la société des années 1950 et 1960, ils restaient politiquement marqués comme des « gens d'autrefois » : suspects, isolés et faciles à écarter. Dans de nombreux milieux, ils étaient accueillis par le silence, la peur et l'évitement, et la stigmatisation touchait souvent toute la famille.

Les conditions de sortie : la « révision » et le complément du procès-verbal

La libération était rarement vécue comme le simple fait d'avoir « purgé sa peine ». En pratique, elle impliquait souvent :

- l'acceptation des accusations de l'UDBA et le « complément du procès-verbal » (mention de tous les ennemis potentiels de l'État restés en liberté et énumération de tous ses propres agissements hostiles)
- la sortie de la position de détenu boycotté (le statut le plus bas dans la hiérarchie du camp) par la révision de la position (le détenu s'efforce de prouver sa loyauté envers l'UDBA)
- l'entrée dans l'« aktiv » du camp (groupement de détenus s'efforçant de prouver leur loyauté envers l'UDBA), signe de « réhabilitation »

- l'acceptation d'une collaboration totale avec l'UDBA et de la poursuite de la surveillance de l'UDBA en liberté

La surveillance après le retour : entretiens, missions et autocensure

À leur retour, une partie des anciens détenus recevaient des « missions » ou faisaient l'objet d'attentes : se présenter à l'UDBA locale, observer l'état d'esprit de leur entourage et transmettre des informations sur d'autres rescapés. Même en l'absence de « mission » formelle, des convocations périodiques à des « entretiens » entretenaient le sentiment d'un contrôle permanent.

“

Le camp ne s'est pas arrêté avec le départ de l'île.

COMME L'ONT DÉCRIT DE NOMBREUX RESCAPÉS

Beaucoup ont raconté que le camp ne s'était pas arrêté avec le départ de l'île : la terreur s'était déplacée dans le quotidien, à travers les convocations, les interrogatoires et le sentiment que chaque mot pouvait devenir une preuve contre eux. Dans un tel climat, la prudence se répandait : les gens évitaient les contacts publics, craignaient d'être associés à un « kominformiste », et les rescapés vivaient souvent sous la pression du silence et de l'isolement volontaire.

Emploi et études : un contrôle sous la surface

L'emploi était souvent un « test de réhabilitation ». Bien que beaucoup aient été internés par mesure administrative (sans jugement d'un tribunal ordinaire), la stigmatisation agissait en pratique comme une interdiction informelle d'emploi. Les entreprises n'embauchaient pas de personnes au parcours suspect.

Situations typiques :

- impossibilité de retrouver leurs anciens emplois qualifiés

- affectation à des postes inférieurs, souvent manuels
- études interrompues et poursuite de la scolarité difficile, même si une partie des anciens détenus a tout de même réussi à achever sa formation

La famille comme prolongement de la peine

La pression ne frappait pas seulement le détenu. Pendant l'internement, les familles pouvaient être exposées à l'humiliation et au chantage : on attendait du conjoint qu'il divorce et renie publiquement le détenu, elles perdaient le droit aux aides sociales, les enfants étaient discriminés et la peur se répandait dans la parenté. Dans certains cas, les familles ne savaient pas avec certitude où se trouvait le détenu ni s'il était encore en vie.

Après le retour, la famille entre souvent dans une période de « normalité » qui n'est qu'apparente. Beaucoup d'anciens détenus n'ont pas parlé du camp, même à leurs plus proches – par peur, par honte ou par souci de protéger leur famille.

Des conséquences tangibles : ce qui se voyait sur le corps et dans le comportement

Les proches pouvaient remarquer :

- une perte de poids brutale et un état d'épuisement
- des lésions durables des membres et des difficultés à se déplacer
- la perte de dents et les séquelles visibles du manque d'hygiène et de la violence
- des cicatrices (dues au travail, aux blessures et aux punitions)
- des troubles du sommeil (cris pendant le sommeil, cauchemars)
- un penchant pour l'alcool
- des phases dépressives, de brusques changements d'humeur et des phobies (par ex. peur des gens et de l'obscurité)

Le silence politique et l'« apolitisme » comme stratégie de survie

Les rapports de l'appareil de sécurité (l'UDBA) relevaient la passivité des rescapés : évitement des organisations sociales, prudence dans les contacts et mises en garde adressées à d'autres pour qu'ils se taisent. Pour beaucoup, l'expérience du camp a signifié une rupture définitive avec la politique.

Lors de moments sensibles (par ex. visites d'hommes d'État importants ou de délégations diplomatiques), les anciens détenus pouvaient en pratique faire l'objet de restrictions supplémentaires : convocations à des entretiens, interdictions de déplacement ou autres formes de surveillance « préventive ».

Depuis les années 1990 : une reconnaissance tardive et des droits inégaux

Les changements du début des années 1990 ont ouvert un espace pour parler publiquement de la répression et fonder des associations. Mais la reconnaissance et l'indemnisation n'ont pas été automatiques. Le statut de prisonnier politique s'obtenait souvent par des procédures individuelles : demandes, apport de preuves et confrontation à des archives lacunaires.

Problèmes fréquents :

- une documentation incomplète et des procédures lentes
- une pratique inégale en matière de reconnaissance et d'indemnisation
- des frais et des procès épuisants pour ceux qui demandaient une réhabilitation formelle

GLOSSAIRE

UDBA

Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

Révision de la position

« Repentir » public pour des opinions que l'UDBA avait déclarées hostiles à l'État, et acceptation de collaborer avec l'UDBA. C'était la condition pour progresser dans la hiérarchie du camp.

Aktiv

Noyau politique de l'autogestion des détenus : détenus « révisés » qui dirigent les réunions, orientent les attaques contre les « peu fiables » et font rapport à l'UDBA.

La fin du camp des kominformistes et l'utilisation ultérieure du site (1955–1992)



Le camp des kominformistes de Goli otok et de Sveti Grgur cesse de fonctionner au milieu des années 1950. Sa fermeture s'inscrit dans le contexte de la normalisation progressive des relations entre la Yougoslavie et l'URSS après la **Déclaration de Belgrade (2 juin 1955)** et la dissolution du Kominform (1956).

Le système d'internement administratif des « ibéovistes » (ibeovci) est progressivement aboli, et le même site est présenté dans les registres officiels comme faisant l'objet d'une **réorganisation en établissement pénitentiaire et correctionnel**, qui fonctionne jusqu'à la fin de 1988.

La **Déclaration de Belgrade** est le document (déclaration politique commune) par lequel la Yougoslavie et l'URSS ont marqué en 1955 le rétablissement et la normalisation de leurs relations. C'était le signe d'un apaisement du climat « conflictuel » exceptionnel qui avait accompagné la période kominformiste, ce qui accélère la clôture de cette phase de la répression.

2 juin 1955	Déclaration de Belgrade – début de la normalisation des relations
-------------	---

1956	Dissolution du camp de Goli otok ; fin du régime concentrationnaire kominformiste
------	---

1956–1988	Goli otok fonctionne comme établissement pénitentiaire et correctionnel
-----------	---

20 juillet 1987	Décision de suppression de l'établissement pénitentiaire de Goli otok
-----------------	---

31 décembre 1988	Date officielle de fermeture de l'établissement pénitentiaire
------------------	---

DATES CLÉS

Brève chronologie de 1955 à 1988.

La fin de la période kominformiste (1955–1956)

Dans la phase finale, le changement est présenté dans les registres officiels comme une « réorganisation » : le système d'internement des personnes liées au Kominform se transforme en établissement pénitentiaire et correctionnel. Prend ainsi fin le modèle selon lequel, depuis 1949, des personnes étaient envoyées en grand nombre **par voie administrative**, sans jugement et sans les garanties procédurales habituelles.

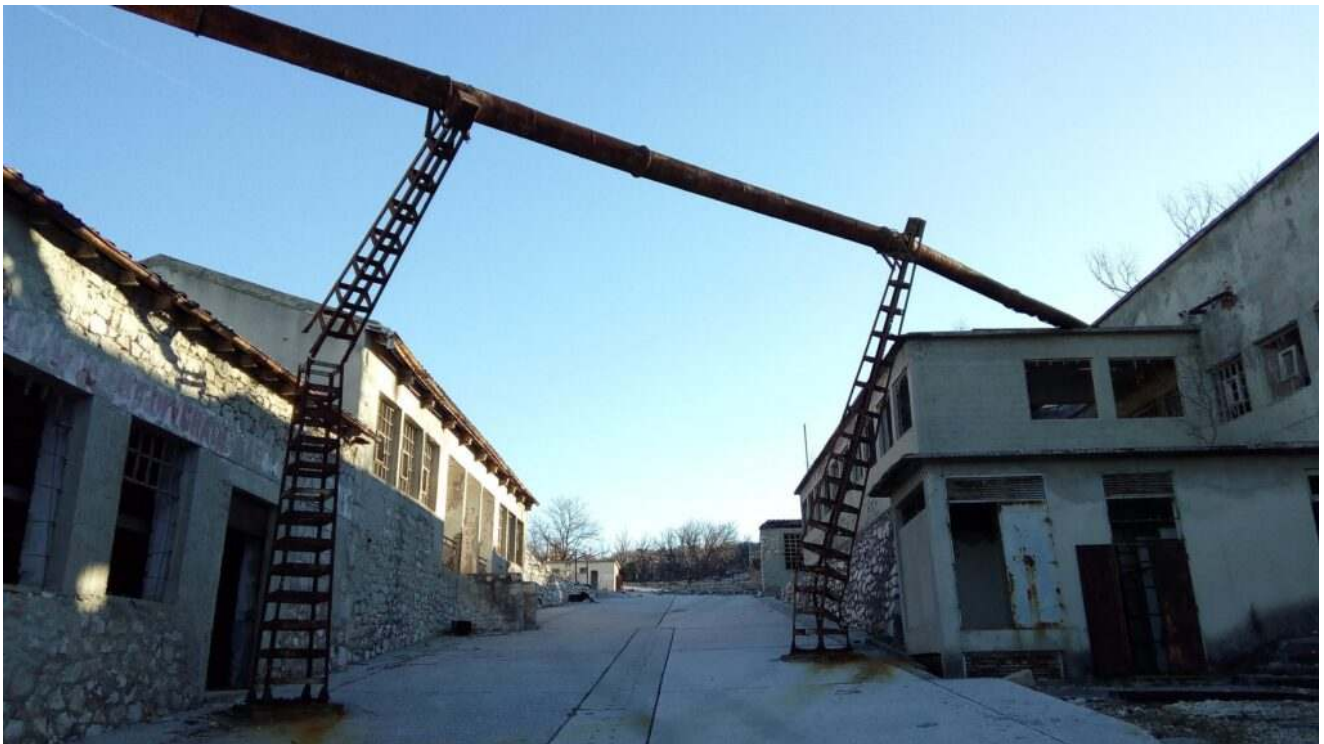
Jusqu'en novembre 1956, l'UDBA libère la plupart des détenus restants. Une petite partie est transférée dans d'autres établissements ou reste jusqu'à l'expiration de sa peine. À partir de la fin de 1956, le site est utilisé comme pénitencier dans le cadre du système carcéral « ordinaire ».

L'établissement pénitentiaire de Rab – Goli otok (1956–1988)

Après 1956, Goli otok et Sveti Grgur sont intégrés au système de l'Établissement pénitentiaire et correctionnel de Rab (Kazneno-popravni dom Rab), et à partir

de 1967 l'établissement passe sous la compétence de la république, la RS de Croatie. L'ancien camp s'intègre ainsi formellement dans le système ordinaire d'exécution des peines.

Le pénitencier accueillait différents groupes de condamnés : des prisonniers politiques de la nouvelle période, des personnes condamnées pour des infractions de droit commun et, à partir des années 1960, de jeunes majeurs. Différents régimes de surveillance ont été introduits et, bien que l'accent officiel fût mis sur le travail, l'éducation et la formation, une partie des témoignages fait état de la persistance d'humiliations et de violences.



Bâtiments de la période du pénitencier.

Le rôle de Sveti Grgur

Sveti Grgur fonctionnait comme une partie séparée du même système, principalement pour les femmes, tandis que les hommes étaient pour la plupart détenus à Goli otok.

La suppression de l'établissement (1987–1988)

L'établissement pénitentiaire et correctionnel a été supprimé par décision des autorités de la république, et fermé le 31 décembre 1988. L'unité de production « Velebit » cesse alors elle aussi ses activités. Les motifs invoqués étaient d'ordre sociopolitique, économique et pénologique.

“

Ainsi s'achèvent près de quarante années de
privation de liberté à Goli otok et à Sveti Grgur.

31 DÉCEMBRE 1988

Après la fermeture (1988–1992)

Après la suppression du pénitencier, la gestion de Goli otok passe à la commune de Rab, qui cède le droit d'usage à des entreprises locales à des fins touristiques et économiques. Au début des années 1990, la surveillance et l'entretien cessent, et à partir de 1992 le complexe reste sans gardiennage. Suivent la dévastation, l'enlèvement des équipements et la dégradation accélérée des bâtiments.

Sveti Grgur après 1988

Sveti Grgur reste inhabitée, avec des vestiges visibles des bâtiments du camp et du pénitencier. Elle est aujourd'hui perçue à la fois comme un lieu de l'ancienne répression et comme une destination d'excursion, mais sans dispositif d'interprétation organisé qui serait à la mesure de la gravité du lieu.

VESTIGES DU PÉNITENCIER



L'inscription « Stadion Mladost » (stade Jeunesse), de la période du pénitencier.



Couloir abandonné.



Restes de mobilier.



Toit effondré.

GLOSSAIRE

UDBA

Administration de la sécurité d'État (Uprava državne bezbednosti) – police politique secrète yougoslave chargée de surveiller et de persécuter les opposants réels ou présumés du régime.

RS de Croatie

République socialiste de Croatie – l'une des six républiques de la RSF de Yougoslavie.

Goli otok aujourd'hui



Goli otok est aujourd'hui un lieu fréquenté de manière saisonnière, sans institution muséale ou mémorielle permanente et sans gestion unifiée de l'ensemble formé par l'ancien camp et le pénitencier.

La visite se fait le plus souvent dans le cadre de brèves excursions, avec des explications fragmentaires et peu de contexte sur *ce qu'a été l'île* – et sur *pourquoi elle est* telle qu'elle est.

Que trouve le visiteur ?

Le visiteur se déplace parmi les ruines des pavillons et des ateliers, des chemins envahis par la végétation et des points touristiques improvisés.

Il existe quelques panneaux et marquages, mais aucune exposition d'ensemble qui relierait la création du camp, le régime du travail forcé, les témoignages des survivants et l'état actuel du site.

Pourquoi Goli otok est-il à l'abandon ?

L'abandon résulte de trois processus liés :

- **la dégradation physique après la fermeture du pénitencier** – avec la fin de la surveillance et de l'entretien permanents, Goli otok se transforme rapidement faute d'entretien (effondrements, dévastation, bora fréquente)
- **un modèle de gestion et de responsabilité non résolu** – sans gestionnaire clairement désigné ni plan, le site reste en pratique « à personne » (le propriétaire est la République de Croatie, mais il n'a pas été clairement convenu de quelle collectivité locale relève Goli otok)
- **la prédominance de la logique touristique sur la logique mémorielle** – le tourisme se développe plus vite que l'interprétation systématique du lieu de souffrance, si bien que le grand nombre de visiteurs, en l'absence d'une protection systématique du site, met Goli otok en danger

ENTRE TOURISME ET DÉGRADATION



Le petit train touristique abandonné « Goli otok Excursion ».



Séance photo commerciale parmi les bâtiments de l'ancien camp.



Intérieur effondré d'un bâtiment.



Bâtiment abandonné et rambarde tordue.

La protection préventive (2016–2019) et ce qui s'est passé ensuite

La **protection préventive** est un régime temporaire qui protège un bien culturel en attendant l'élaboration d'une étude spécialisée et une décision sur sa protection permanente.

“

Pour Goli otok, sans Sveti Grgur, la protection préventive a été décidée en 2016 et a expiré en mai 2019, sans qu'une décision d'ensemble sur la protection permanente ait été adoptée.

ÉTAT DE LA PROTECTION

Pourquoi la question n'est pas traitée de manière systématique

En pratique, les mêmes obstacles reviennent :

- **finances et organisation** (coût trop élevé des processus de conservation, des infrastructures, de la sécurité et des équipes spécialisées) ; la collectivité locale administrativement compétente n'a pas été déterminée, et Rab et Lopar sont en procès au sujet de Goli otok
- **conflit entre intérêts commerciaux et mémoriels** (un régime plus strict de site mémoriel modifie nécessairement une partie du modèle « d'excursion » dont profite la population locale)
- **sensibilité politique et symbolique** (le sujet soulève les questions de la responsabilité de l'appareil répressif et du rapport au passé yougoslave)

Pourquoi la préservation est dans l'intérêt de la Croatie, de la région et de l'UE

Croatie : il s'agit de l'un des lieux majeurs de la répression politique du XXe siècle sur le territoire croate ; son aménagement permettrait une véritable confrontation avec le passé, des programmes éducatifs et un cadre de recherche.

Région (ex-Yougoslavie) : les détenus venaient de toutes les républiques ; une approche commune réduit la fragmentation de la mémoire et le révisionnisme.

Union européenne : Goli otok appartient à l'histoire européenne de la guerre froide et de la répression ; le site a le potentiel de devenir un centre régional d'apprentissage sur les abus des appareils de sécurité et sur les droits humains.

Pour en savoir plus sur la nécessité d'un site mémoriel, lisez la page [Site mémoriel](#).

GOLI OTOK AUJOURD'HUI



Le complexe du camp près d'une crique.



La côte rocheuse de l'île.



Bunker sur la côte.



Pilier renversé sur le rivage.



Peinture murale délavée.

Goli otok dans le « paysage des camps » européen



Avant 1949 déjà, l'Europe avait connu différents systèmes concentrationnaires : les camps nazis et fascistes, l'internement de civils par l'Italie, le Goulag soviétique ainsi que les camps et internements de l'après-guerre. Goli otok entre plus tard dans ce paysage, mais avec un rôle particulier : il naît après la guerre, dans une période où le pouvoir d'État est stable, en tant que camp intérieur d'un État socialiste dirigé contre ses propres citoyens accusés de non-conformité politique.

Ce qui est commun à la plupart des camps du XXe siècle

Quelle que soit l'idéologie, les systèmes concentrationnaires présentent souvent des traits semblables : l'isolement par rapport au monde extérieur, le travail forcé, le manque de nourriture et d'eau, une hiérarchie interne stricte ainsi que des rôles privilégiés confiés à certains détenus dans le maintien de l'ordre et de la discipline.

Ce qui fait la spécificité de Goli otok

Goli otok se distingue avant tout par le fait qu'il était un camp d'après-guerre destiné aux propres citoyens de l'État, désignés comme politiquement

suspects. Il n'est pas né dans des conditions d'occupation ou de guerre ouverte, mais comme instrument de contrôle politique intérieur.

La particularité de Goli otok résidait aussi dans son mode d'administration. Le système a développé des méthodes de surveillance « autogérées », dans lesquelles certains détenus obtenaient une position privilégiée et participaient à la pression exercée sur les autres. Dans ce cadre se sont aussi formés des termes propres au camp, comme la « bande », le « boycott » et la « révision de la position », qui faisaient partie du langage et des pratiques spécifiques du camp.

“

La particularité la plus marquante était la logique de la violence « de la victime contre la victime ».

CE QUI FAIT LA SPÉCIFICITÉ DE GOLI OTOK

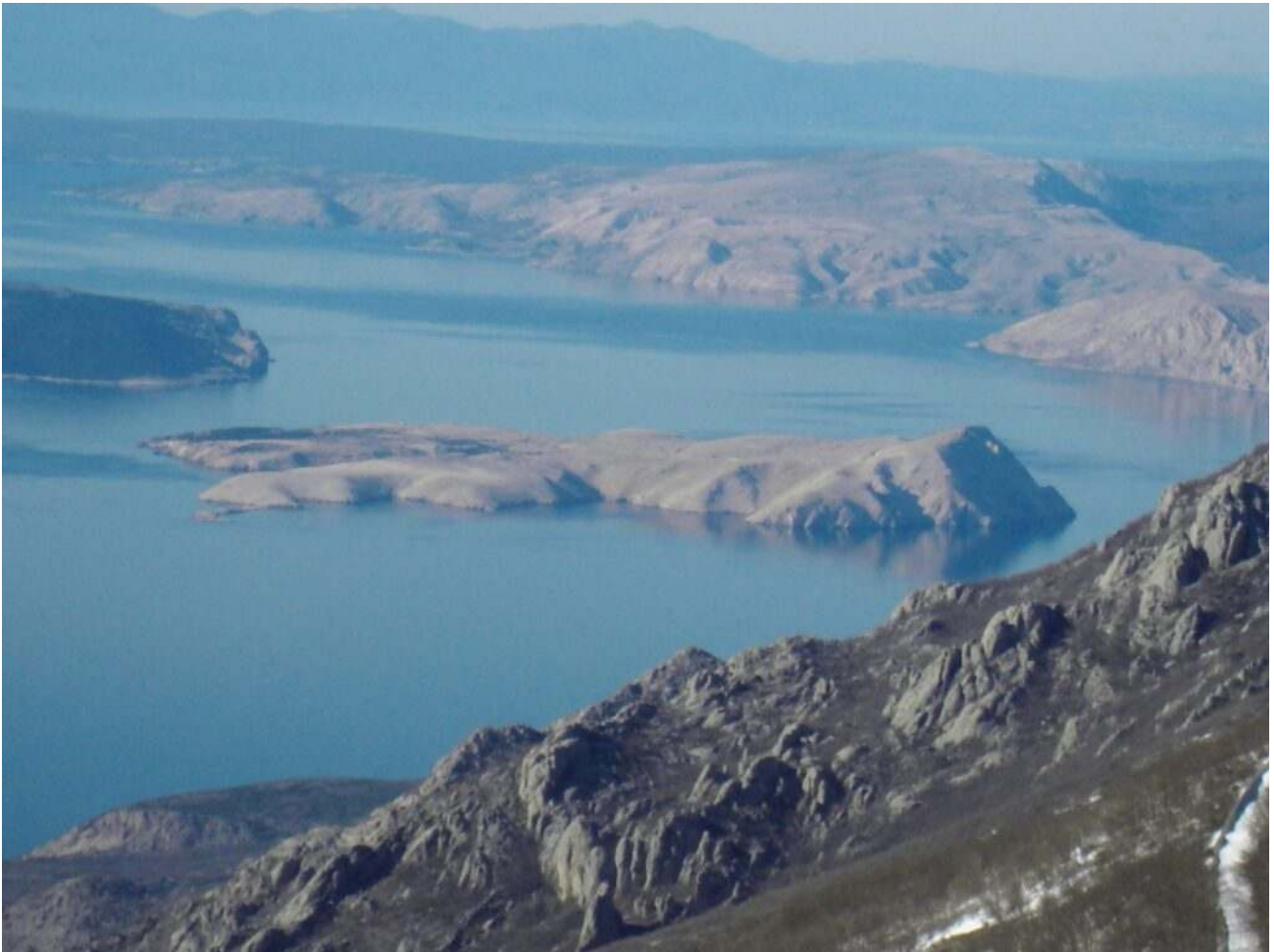
On n'exigeait pas seulement des détenus l'obéissance, mais aussi une participation active à l'humiliation et à la punition des autres comme preuve de leur propre loyauté. La violence n'était ainsi pas seulement un instrument de contrôle, mais aussi le critère de la conformité politique.

Comment ce système fonctionnait

Le système reposait sur une hiérarchie de la survie. Les « révisés » pouvaient obtenir une meilleure position et un certain pouvoir, tandis que les « non-révisés » tombaient dans l'isolement, le boycott et les formes les plus dures de travail et de punition. Participer à la pression sur les autres valait une position plus facile, et refuser conduisait à de nouvelles punitions. Ainsi, la violence est progressivement devenue une norme interne de la communauté des détenus. Le mécanisme est décrit en détail dans le chapitre La rééducation à Goli otok.

Goli otok comparé aux autres camps

Comme d'autres camps du XXe siècle, Goli otok partageait les traits fondamentaux des systèmes répressifs : isolement, travail forcé, privations et hiérarchie. Mais il s'en distinguait par le fait qu'il fonctionnait après la guerre, contre les propres citoyens de l'État, et qu'il avait développé un modèle particulièrement poussé de contrainte interne dans lequel les détenus eux-mêmes étaient transformés en instruments de surveillance et de violence.



Les îles de l'Adriatique septentrionale vues du ciel.

GLOSSAIRE

Boycott

Bas de la hiérarchie du camp et punition à la fois : les boycottés portaient des signes distinctifs, il était interdit de leur parler, et on pouvait les battre impunément.

Révision de la position

« Repentir » public pour des opinions que l'UDBA avait déclarées hostiles à l'État, et acceptation de collaborer avec l'UDBA. C'était la condition pour progresser dans la hiérarchie du camp.